



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2005

www.cibc.com

Rapport du chef de la direction

Le 25 mai 2005

Faits saillants des résultats du deuxième trimestre

Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2005, la Banque CIBC a déclaré un bénéfice net de 440 M\$, comparativement à 507 M\$ pour la même période l'an dernier. Le résultat dilué par action de la Banque CIBC s'est établi à 1,20 \$, contre 1,33 \$ au deuxième trimestre de 2004. Le rendement des capitaux propres a atteint 16,2 %, par rapport à 18,4 % pour la même période de l'exercice précédent.

Le deuxième trimestre comprend une provision de 75 M\$ (75 M\$ après impôts ou 0,21 \$ l'action) se rapportant à des opérations de la Banque CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis ayant participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement.

Au deuxième trimestre de 2005, le bénéfice net et le résultat dilué par action de la Banque CIBC ont baissé en regard du trimestre précédent, où ils s'étaient établis à respectivement 707 M\$ et 1,94 \$, incluant des gains à la vente d'actifs de 234 M\$ (171 M\$ après impôts ou 0,49 \$ l'action).

Au cours du trimestre, nous avons racheté et annulé environ 2,8 millions d'actions ordinaires en vertu de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Le ratio des fonds propres de première catégorie est demeuré solide à 10,7 %.

Rendements durables pour les actionnaires

Les résultats du deuxième trimestre de la Banque CIBC reflètent l'engagement envers nos priorités clés, soit livrer à nos clients ce qui compte dans leur vie, améliorer la productivité et gérer prudemment notre profil de risque.

Le client d'abord

L'amélioration des relations avec les clients est essentielle à notre croissance à long terme. Marchés de détail CIBC continue de miser sur son vaste réseau de distribution et sur sa compréhension des besoins des clients afin d'approfondir ses relations. La stratégie de Gestion des avoirs CIBC s'articule autour du leadership en matière de conseils s'appuyant sur nos relations et de l'investissement continu dans l'agrément et la formation de ses conseillers. Pour sa part, Marchés mondiaux CIBC a maintenu sa position de chef de file canadien de la prise ferme au cours de la première moitié de 2005.

Au cours du trimestre, Gerry McCaughey, président et chef de l'exploitation, a annoncé une nouvelle structure organisationnelle conçue pour améliorer les services bancaires de détail et offrir des produits avantageux aux clients. La Banque CIBC a annoncé la fusion de sa division Marchés de détail CIBC à certaines unités de sa

division Gestion des avoirs CIBC. Sonia Baxendale, qui occupait le poste de première vice-présidente à la direction, Gestion des avoirs CIBC, a été nommée première vice-présidente à la direction, Marchés de détail CIBC.

La division Gestion des avoirs CIBC sera désormais formée des divisions Services de gestion privée et Courtage en direct de CIBC Wood Gundy, ainsi que de TAL Gestion globale d'actifs et des activités de fonds communs de placement de la Banque CIBC. Victor Dodig a été nommé vice-président à la direction, Gestion des avoirs.

Amélioration de la productivité

Notre objectif est d'être concurrentiels en matière de productivité par rapport à nos pairs en ayant un coefficient d'efficacité qui n'est pas inférieur à la médiane des principales banques canadiennes. Nous appuyons la croissance de nos activités de base par des investissements ciblés, tout en éliminant les dédoublements et en rationalisant les processus.

Gestion du risque

La Banque CIBC a réussi à réduire le risque de crédit des grandes entreprises et le risque de placement des services de banque d'affaires au cours des trois à cinq dernières années. La Banque CIBC se concentre actuellement sur la réduction du niveau de pertes dans son portefeuille de crédit à la consommation. Par ailleurs, la Banque CIBC continue d'investir dans la gestion des risques juridiques et de réputation au moyen d'une gouvernance intégrée et de mesures de contrôle à l'échelle de la société.

La Banque CIBC est engagée à continuer à gérer prudemment son profil de risque à long terme.

Points saillants financiers

Marchés de détail CIBC et Gestion des avoirs CIBC ont de nouveau enregistré de solides résultats, malgré le nombre inférieur de jours dans le trimestre. Les taux d'intérêt bas et stables ont favorisé la croissance des prêts et des dépôts, et la hausse des activités de négociation a engendré des résultats vigoureux pour Service Impérial CIBC et le courtage de détail.

Marchés mondiaux CIBC a tiré parti de la robustesse du marché boursier canadien et de la hausse des revenus des services de banque d'affaires, mais a subi le ralentissement des autres marchés.

Autres faits saillants

Marchés de détail CIBC

€ *Deuxième rang au titre de la pénétration des services bancaires en direct* : La Banque CIBC se classe au deuxième rang parmi les banques canadiennes en ce

qui a trait à la pénétration des services bancaires en direct auprès des clients. Selon le dernier rapport de Forrester Research sur les services financiers en direct, 24 % de l'ensemble de nos clients ont maintenant recours aux services bancaires en direct.

- € *Solide rendement du Compte d'épargne bonifiée CIBC* : Moins de deux ans après son lancement, le total des soldes du Compte d'épargne bonifiée CIBC a dépassé le cap des 5 G\$ au cours du deuxième trimestre.
- € *Croissance continue des Services financiers le Choix du Président* : Les fonds sous gestion des Services financiers le Choix du Président, qui comptent près de 1,6 million de clients, ont dépassé les 11 G\$.

Gestion des avoirs CIBC

- € *CIBC Wood Gundy célèbre son 100^e anniversaire* : CIBC Wood Gundy, l'un des leaders du Canada en matière de services consultatifs, a célébré son 100^e anniversaire le 1^{er} février 2005.
- € *Nouvelle option de paiement pour les CPG* : Une nouvelle option de paiement mensuel, lancée pour le CPG à taux bonifié CIBC non enregistré de cinq ans, permet aux clients d'investir à long terme et de recevoir des paiements d'intérêts plus régulièrement.
- € *Nouveaux billets indexés sur actions* : Le lancement des billets indexés sur actions Billets de dépôt générateurs de revenu CIBC et Billets de dépôt diversifiés et de croissance à rendement garanti CIBC représente le plus important lancement de la Banque CIBC à ce jour.

Marchés mondiaux CIBC

- € *Leadership sur le marché canadien* : Marchés mondiaux CIBC est demeuré au premier rang des souscripteurs d'actions du Canada pour la première moitié de 2005, ayant mené 86 émissions évaluées à environ 8,7 G\$. La Banque CIBC a agi à titre de co-syndicataire chef de file et de co-responsable des registres dans le cadre de l'émission de parts du Fonds de revenu Pages Jaunes de 1,4 G\$; et a agi à titre de co-responsable des registres auprès d'ACE Aviation

Perspectives

L'Amérique du Nord devrait continuer à connaître la même croissance économique modérée qu'elle a connue depuis le début de l'année. Au Canada, la force du dollar canadien et le ralentissement de la croissance mondiale devraient continuer à peser sur les exportations, mais les taux d'intérêt devraient appuyer le rendement des industries canadiennes et entraîner une croissance modérée des dépenses des consommateurs et des investissements. Aux États-Unis, la croissance économique modérée devrait contenir l'inflation et restreindre toute nouvelle augmentation des taux d'intérêts.

Les volumes de prêts et de dépôts devraient continuer à croître compte tenu des perspectives de taux d'intérêt bas et stables. Les volumes des marchés financiers ont quelque peu baissé depuis le début de l'année et devraient demeurer à la baisse au cours du troisième trimestre.

À la Banque CIBC, nous continuons de nous concentrer sur le renforcement des relations avec la clientèle et sur la gestion prudente des coûts et des risques. Nous sommes confiants qu'en travaillant à l'atteinte de ces objectifs et qu'en continuant d'agir en tenant compte des intérêts de toutes nos parties intéressées, nous réussirons à offrir un rendement intéressant et durable aux actionnaires.

Le chef de la direction,

John S. Hunkin

Holdings Inc. pour l'émission d'actions ordinaires évaluée à 462 M\$, ainsi qu'à titre de co-syndicataire dans le cadre de l'émission d'obligations convertibles de premier rang d'ACE Aviation, évaluée à 330 M\$.

- € *Succès soutenu dans le financement immobilier aux États-Unis* : Marchés mondiaux CIBC a réalisé cette année sa deuxième émission en importance de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales évaluée à 1,8 G\$ US, à titre de co-syndicataire chef de file avec JPMorgan Chase & Co.
- € *Succès en Europe* : Parmi les principales opérations du deuxième trimestre auxquelles le Groupe de financement à effet de levier européen de la Banque CIBC a participé, citons son rôle de co-syndicataire chef de file pour la facilité de crédit associée à l'acquisition de la division de confiserie de sucre de CSM par CVC Capital Partners (CVC), évaluée à 640 M€ ainsi que son rôle de co-syndicataire chef de file et de responsable des registres pour la facilité de crédit de CVC visant l'acquisition de Mivisa Envases, SAU, d'Espagne, évaluée à 465 M€

Responsabilité envers les parties intéressées

Dans le cadre de son engagement envers la protection de l'environnement, la Banque CIBC et ses employés ont participé à des activités pour commémorer le 35^e anniversaire de la Journée de la Terre. Par ailleurs, la Banque CIBC encourage ses employés à relever le Défi d'une tonne du Gouvernement du Canada, qui vise à réduire les ordures ménagères et la consommation d'énergie.

La création d'un environnement de travail qui permette aux gens d'exceller fait partie intégrante de la vision de la Banque CIBC, qui aspire à devenir le chef de file reconnu des relations avec la clientèle. À ce titre, la Banque CIBC a annoncé qu'elle élargirait son programme de garderie de dépannage pour les employés dans les centres urbains à l'échelle du pays.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs qui sont faits conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations concernant les activités, les secteurs d'activité, la situation financière, la gestion des risques, les priorités, les cibles, les objectifs permanents ainsi que les stratégies et les perspectives de la Banque CIBC pour 2005 et les périodes subséquentes. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «projeter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à un énoncé prospectif peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de la volonté de la Banque CIBC, influent sur les activités, le rendement et les résultats de la Banque CIBC et de ses secteurs d'activité et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire courants, en attente ou proposés dans les territoires où la Banque CIBC est en exploitation, dont des modifications futures dans les lois canadiennes réglementant les institutions financières et des modifications réglementaires américaines visant les entreprises étrangères inscrites à la cote d'une bourse américaine, ainsi que les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives sur sa présentation, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'évolution des lois fiscales; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible sur les activités de la Banque CIBC de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information fournie à la Banque CIBC par des clients et des contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; la fluctuation des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays dans lesquels la Banque CIBC mène ses activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; la capacité de la Banque CIBC à élaborer des produits et services, à élargir ses canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus qu'elle en tire, ce qui comprend ses activités exercées par commerce électronique. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la Banque CIBC. Ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée. La Banque CIBC ne s'engage pas à mettre à jour le moindre énoncé prospectif du présent rapport.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

<i>non vérifié, aux dates indiquées et pour les trimestres et semestres terminés à ces dates</i>	<i>Trimestres</i>			<i>Semestres</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action - résultat de base	1,21 \$	1,96 \$	1,35 \$	3,18 \$	2,90 \$
- résultat dilué	1,20	1,94	1,33	3,14	2,86
- dividendes	0,65	0,65	0,50	1,30	1,00
- valeur comptable ¹	30,95	30,62	30,17	30,95	30,17
Cours - haut	74,75	73,70	71,46	74,75	71,46
- bas	68,36	67,95	64,80	67,95	59,35
- clôture	74,75	68,45	67,19	74,75	67,19
Nombre d'actions en circulation (<i>en milliers</i>)					
- moyen de base	340 461	346 269	358 895	343 413	359 950
- moyen dilué	344 289	350 201	363 125	347 294	364 153
- à la fin de la période	338 730	341 098	356 686	338 730	356 686
Capitalisation boursière (<i>en millions de dollars</i>)	25 320 \$	23 348 \$	23 966 \$	25 320 \$	23 966 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours-bénéfice (<i>sur 12 mois</i>)	12,7	11,4	10,8	12,7	10,8
Rendement des actions (<i>selon le cours de clôture de l'action</i>)	3,6 %	3,8 %	3,0 %	3,5 %	3,0 %
Ratio dividende-bénéfice	53,6 %	33,2 %	37,1 %	41,0 %	34,5 %
Cours/valeur comptable	2,41	2,24	2,23	2,41	2,23
Résultats financiers (<i>en millions de dollars</i>)					
Total des revenus ¹	2 820 \$	3 079 \$	3 027 \$	5 899 \$	5 968 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	159	178	207	337	362
Frais autres que d'intérêts	2 032	1 901	2 074	3 933	4 017
Bénéfice net ¹	440	707	507	1 147	1 093
Mesures financières					
Ratio d'efficacité ¹	72,1 %	61,7 %	68,5 %	66,7 %	67,3 %
Ratio d'efficacité (BIE) ^{1,2}	70,9 %	60,9 %	67,7 %	65,7 %	66,5 %
Rendement des actions ordinaires	16,2 %	25,7 %	18,4 %	21,0 %	19,7 %
Marge d'intérêt nette ^{1,3}	1,74 %	1,82 %	1,80 %	1,78 %	1,88 %
Marge d'intérêt nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ^{1,3}	2,05 %	2,15 %	2,17 %	2,10 %	2,26 %
Rendement de l'actif moyen ¹	0,63 %	0,97 %	0,73 %	0,80 %	0,78 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen ^{1,3}	0,74 %	1,15 %	0,87 %	0,95 %	0,93 %
Données du bilan et hors bilan (<i>en millions de dollars</i>)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières ³	86 198 \$	82 087 \$	83 611 \$	86 198 \$	83 611 \$
Prêts et acceptations	144 724	143 631	140 152	144 724	140 152
Total de l'actif	287 710	285 183	284 175	287 710	284 175
Dépôts	196 484	193 301	195 637	196 484	195 637
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	10 485	10 445	10 763	10 485	10 763
Actif moyen	287 802	288 288	284 242	288 049	282 871
Actif productif d'intérêts moyen ³	244 978	244 357	236 516	244 662	236 281
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	10 425	10 503	10 693	10 465	10 642
Biens administrés	876 600	825 600	763 100	876 600	763 100
Mesures de la qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	8,8 %	8,8 %	9,2 %	8,8 %	9,2 %
Actif pondéré en fonction du risque (<i>en milliards de dollars</i>)	118,6 \$	118,6 \$	117,1 \$	118,6 \$	117,1 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	10,7 %	10,5 %	11,0 %	10,7 %	11,0 %
Ratio des fonds propres total	13,4 %	13,1 %	12,8 %	13,4 %	12,8 %
Autres informations					
Ratio détail/gros ⁴	73 % / 27 %	72 % / 28 %	67 % / 33 %	73 % / 27 %	67 % / 33 %
Effectif permanent	37 057	36 780	36 778	37 057	36 778

1) Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté rétroactivement les modifications au chapitre 3860 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». La norme modifiée prévoit que les actions privilégiées convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires au gré du porteur soient présentées au passif plutôt qu'aux capitaux propres et que les paiements de dividendes et la prime de rachat découlant de ces actions privilégiées soient comptabilisés aux intérêts débiteurs dans les états consolidés des résultats. L'information des périodes précédentes a été reclassée ou retirée, selon le cas.

2) Base d'imposition équivalente (BIE). Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

3) Au quatrième trimestre de 2004, nous avons reclassé les placements à la valeur de consolidation des valeurs du compte de placement aux autres actifs. Cette modification a aussi entraîné le reclassement des éléments connexes de l'état des résultats. L'information des périodes précédentes a été reclassée et, par conséquent, la marge d'intérêts nette a été retirée.

4) Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC, Gestion des avoirs CIBC et le Groupe Entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion du Groupe Entreprises. Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période. Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle de 2004. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 24 mai 2005. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC ci-désignée, (la «CIBC») peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 194 et 195 de notre Reddition de comptes annuelle de 2004.

Survol de la direction

La CIBC est l'une des principales institutions financières nord-américaines qui, au 30 avril 2005, affichait un actif de 288 G\$, une capitalisation boursière de 25,3 G\$ et un ratio des fonds propres de première catégorie de 10,7 %. La CIBC offre des services financiers aux particuliers, aux PME, aux entreprises ainsi qu'à des clients institutionnels.

Rendement financier

en millions de dollars, sauf les données par action	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés les			Aux dates indiquées et pour les semestres terminés les	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2005	2005	2004	2005	2004
Total des revenus	2 820 \$	3 079 \$	3 027 \$	5 899 \$	5 968 \$
Bénéfice net	440	707	507	1 147	1 093
Résultat par action - de base	1,21	1,96	1,35	3,18	2,90
- dilué	1,20	1,94	1,33	3,14	2,86
Dividendes par action	0,65	0,65	0,50	1,30	1,00
Total de l'actif	287 710	285 183	284 175	287 710	284 175
Rendement des capitaux propres	16,2 %	25,7 %	18,4 %	21,0 %	19,7 %
Ratio d'efficience	72,1 %	61,7 %	68,5 %	66,7 %	67,3 %
Total du rendement des capitaux propres	10,2 %	(6,5) %	1,5 %	3,0 %	15,2 %
Cours de l'action	74,75	68,45	67,19	74,75	67,19
Ratio des fonds propres de première catégorie	10,7 %	10,5 %	11,0 %	10,7 %	11,0 %
Ratio du total des fonds propres	13,4 %	13,1 %	12,8 %	13,4 %	12,8 %

Les résultats trimestriels de la CIBC ont bénéficié de l'expansion soutenue de l'économie nord-américaine. Au Canada, la Banque du Canada a maintenu les taux d'intérêt stables, favorisant ainsi la croissance du crédit à la consommation et les dépôts personnels. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a augmenté les taux de 50 points de base. La solidité continue des marchés boursiers a entraîné une hausse des volumes de négociation et l'augmentation des honoraires sur la valeur des actifs.

Le bénéfice net du trimestre s'est fixé à 440 M\$, en baisse de 67 M\$ ou 13 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par une provision sans incidence fiscale de 75 M\$ liée aux questions se rapportant aux liens de la CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis qui ont participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement (voir la section Événements importants), le recul des activités sur les marchés financiers et la réduction des ventes de prêts secondaires. Ces facteurs ont été en partie compensés par la

diminution de la rémunération liée aux revenus, la croissance du volume des services bancaires personnels et la hausse des revenus tirés de l'assurance.

Le bénéfice net a fléchi de 267 M\$ ou 38 % en regard du trimestre précédent et comprenait les éléments suivants :

- € gain de 85 M\$ (85 M\$ après impôts) à la vente de la Republic Bank (voir la section Événements importants);
- € gain de 115 M\$ (64 M\$ après impôts) à la vente de Juniper (voir la section Événements importants);
- € gain de 34 M\$ (22 M\$ après impôts) à la vente d'actions d'ACE Aviation Holdings Inc. (la vente d'ACE).

Déduction faite de ces éléments, le bénéfice net a reculé de 96 M\$ ou 18 %, surtout en raison de la provision susmentionnée et de l'affaiblissement des activités sur les marchés financiers, en partie contrebalancée par l'amélioration des gains des services de banque d'affaires, compte non tenu des baisses de valeur.

Le semestre terminé le 30 avril 2005 a été marqué par une hausse du bénéfice net de 54 M\$ ou 5 % par rapport à la même période de 2004, qui incluait une réduction de la charge d'impôts de 50 M\$ liée à une augmentation de nos actifs d'impôts futurs. Compte non tenu de ce qui précède, le bénéfice net a progressé de 104 M\$ ou 10 %, essentiellement en raison de la vente de la Republic Bank et d'ACE dont il a été question plus haut, de la croissance du volume des services bancaires personnels et de la diminution de la rémunération liée aux revenus. Ces hausses ont été en partie neutralisées par le ralentissement des activités sur les marchés financiers et la réduction des ventes de prêts secondaires.

Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres pour le trimestre se sont fixés respectivement à 1,20 \$ et à 16,2 % en regard de 1,33 \$ et de 18,4 % pour le même trimestre de 2004 et de 1,94 \$ et de 25,7 % pour le trimestre précédent. Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres du semestre terminé le 30 avril 2005 se sont établis respectivement à 3,14 \$ et 21,0 % par rapport à 2,86 \$ et 19,7 % pour la période correspondante de 2004.

Le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres sont demeurés solides à respectivement 10,7 % et à 13,4 %. Le 22 décembre 2004, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires en vue de racheter jusqu'à 17 millions d'actions ordinaires jusqu'au 23 décembre 2005. Au cours du trimestre, nous avons racheté et annulé près de 2,8 millions (10,0 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2005) d'actions ordinaires pour une contrepartie totale de 206 M\$ (712 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2005).

La CIBC a affiché un total du rendement des capitaux propres pour le trimestre de 10,2 % comparativement à 1,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de (6,5 %) pour le trimestre précédent. Le total du rendement des capitaux propres du semestre terminé le 30 avril 2005 a atteint 3,0 % en comparaison de 15,2 % pour la même période de 2004.

Sommaire des résultats sectoriels

Marchés de détail CIBC

Le bénéfice net s'est accru de 64 M\$ ou 32 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance du volume des services bancaires personnels et de la hausse des revenus tirés de l'assurance et des Services financiers le Choix du Président, contrebalancées en partie par la baisse des revenus découlant des prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX (voir la section Événements importants).

Le fléchissement du bénéfice net de 101 M\$ ou 28 % par rapport au trimestre précédent incluait le gain après impôts de 85 M\$ à la vente de la Republic Bank et le gain de 22 M\$ après impôts à la vente d'ACE.

Le bénéfice net du semestre terminé le 30 avril 2005 a grimpé de 151 M\$ ou 32 % comparativement à la même période de 2004, ce qui s'explique surtout par les gains à la vente de la Republic Bank et d'ACE, par la croissance du

volume et des revenus d'honoraires des services bancaires personnels et par la hausse des revenus tirés de l'assurance. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par une baisse des revenus de trésorerie répartis et des revenus découlant des prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX.

Gestion des avoirs CIBC

Le bénéfice net a fléchi de 18 M\$ ou 19 % comparativement au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la provision sans incidence fiscale de 37,5 M\$ liée aux questions se rapportant aux liens de la CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis ayant participé à des opérations d'anticipation du marché pour des fonds communs de placement, en partie neutralisée par une baisse des frais autres que d'intérêts.

Le recul de 36 M\$ ou 32 % du bénéfice net par rapport au trimestre précédent s'explique par la provision dont il a déjà été question.

Le bénéfice net du semestre terminé le 30 avril 2005 s'est hissé de 6 M\$ ou 3 % en regard de la même période de 2004, surtout en raison de la hausse des revenus dans tous les secteurs d'activité, partiellement contrebalancée par la montée des frais autres que d'intérêts.

Marchés mondiaux CIBC

La diminution de 138 M\$ ou 55 % du bénéfice net par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique essentiellement par le fléchissement des activités des marchés financiers, la réduction des ventes de prêts secondaires et la baisse des honoraires de services bancaires d'investissement en Europe et aux États-Unis, partiellement compensés par un recul des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net a fléchi de 58 M\$ ou 34 % en comparaison du trimestre précédent. Ce fléchissement est principalement attribuable à la hausse des frais autres que d'intérêts et au ralentissement des activités des marchés financiers, en partie contrebalancés par l'amélioration des gains des services de banque d'affaires.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le recul de 153 M\$ ou 35 % du bénéfice net par rapport à la même période de 2004 est essentiellement attribuable à la baisse des activités sur les marchés financiers, à la réduction des ventes de prêts secondaires, au ralentissement des activités des services bancaires d'investissement aux États-Unis et au retrait de nos activités internationales de titrisation d'actifs. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une réduction des frais autres que d'intérêts.

Siège social et autres

La perte nette a diminué de 25 M\$ en regard du même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison des recouvrements d'impôts et de la réduction des dépenses par suite de la vente de Juniper, et malgré la baisse des revenus d'intérêts sur les remboursements d'impôts. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent avait aussi été touché par la radiation d'immobilisations corporelles.

Par comparaison au trimestre précédent, le bénéfice net a reculé de 72 M\$, qui comprenait un gain après impôts de 64 M\$ à la vente de Juniper.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le bénéfice net s'est accru de 50 M\$ en regard de la période correspondante de 2004, croissance découlant surtout du gain à la vente de Juniper, et de l'augmentation des recouvrements d'impôts et des revenus de trésorerie non répartis, en partie neutralisés par des coûts de soutien non répartis plus élevés. La période précédente incluait également une réduction de 45 M\$ de la charge d'impôts liée à la hausse de nos actifs d'impôts futurs.

Thèmes de gestion

Le client d'abord

La solidification des relations avec les clients est essentielle à notre croissance à long terme. Marchés de détail CIBC continue à miser sur son vaste réseau de distribution et sur sa compréhension des besoins des clients pour solidifier ses relations. Pour ce qui est de Gestion des avoirs CIBC, notre stratégie se fonde sur le leadership en matière de conseils s'appuyant sur nos relations. En effet, nous continuons à investir dans l'agrément et la formation de notre équipe de conseillers. Marchés mondiaux CIBC a maintenu sa position de chef de file canadien de la prise ferme au cours du premier semestre de 2005.

Amélioration de la productivité

Notre objectif est d'être concurrentiels en matière de productivité par rapport à nos pairs en ayant un coefficient d'efficacité qui n'est pas inférieur à la médiane des principales banques canadiennes. Nous appuyons la croissance de nos activités de base par des investissements ciblés, tout en éliminant les dédoublements et en rationalisant les processus.

Gestion du risque

La CIBC a réussi à réduire le risque de crédit des grandes sociétés et le risque de placement des services de banque d'affaires au cours des trois à cinq dernières années. Nous nous efforçons actuellement de réduire le niveau des pertes de notre portefeuille de crédit à la consommation. En outre, la CIBC continue d'investir dans la gestion des risques juridiques et de réputation au moyen d'une gouvernance intégrée et de mesures de contrôle à l'échelle de la société. Nous sommes engagés à maintenir un profil de risque prudent à long terme.

Perspectives

La croissance économique modérée que connaît l'Amérique du Nord depuis le début de l'exercice devrait se poursuivre. Au Canada, la force du dollar canadien et le fléchissement de la croissance mondiale devraient continuer à ralentir les exportations, mais les taux d'intérêt bas devraient favoriser le rendement des industries du pays et entraîner une croissance modérée des dépenses des consommateurs et des investissements. Aux États-Unis, la

modération de la croissance économique devrait limiter l'inflation et la montée des taux d'intérêt.

Les volumes des prêts et des dépôts devraient continuer de croître étant donné la perspective de taux d'intérêt bas et stables. Les volumes des marchés financiers ont quelque peu reculé par rapport au début de l'exercice, tendance qui devrait se poursuivre tout au long du troisième trimestre.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué l'efficacité, au 30 avril 2005, des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la Securities and Exchange Commission (SEC) et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM)). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement (conformément aux règles de la SEC et des ACVM) au cours du trimestre terminé le 30 avril 2005, qui a modifié ou qui aurait raisonnablement pu modifier de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Conventions comptables et estimations critiques

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2004. De nouvelles conventions comptables ont été adoptées au cours du premier trimestre de 2005 tel qu'il est indiqué ci-dessous et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant ailleurs dans le présent rapport.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 46 à 50 de la Reddition de comptes annuelle de 2004.

Modifications de conventions comptables

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables», qui donne un cadre de référence permettant d'identifier les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et selon laquelle le principal bénéficiaire doit se plier à l'obligation de consolider une EDDV. On entend par principal bénéficiaire l'entreprise qui absorbe la majorité des pertes prévues ou reçoit la majeure partie des rendements résiduels prévus de l'EDDV ou les deux.

Cette modification de convention comptable a entraîné un crédit après impôts aux bénéficiaires non répartis d'ouverture de 10 M\$ (21 M\$ avant impôts) au 1^{er} novembre 2004, soit l'écart entre le montant net porté au bilan consolidé et le montant de toute participation comptabilisée antérieurement dans les entités nouvellement consolidées. Nous avons considéré le bénéficiaire principal des EDDV avec des actifs totalisant environ 2,7 G\$ au 30 avril 2005. La consolidation de ces EDDV a entraîné une augmentation des actifs et des passifs de près de 2,5 G\$.

Nous suivons de près l'évolution des faits qui pourraient modifier notre interprétation actuelle de la NOC-15.

D'autres facteurs concernant la note d'orientation sont décrits à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté rétroactivement les modifications apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». Selon le chapitre modifié, les actions privilégiées convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires au gré du porteur doivent être présentées dans le passif plutôt que dans les capitaux propres, et les dividendes et les primes versés au rachat de ces actions privilégiées, comme intérêts débiteurs dans les états consolidés des résultats.

L'incidence de l'adoption de cette norme est expliquée à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport.

Modifications futures de conventions comptables

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures», 1530, «Résultat étendu» et 3251, «Capitaux propres», qui deviendront en vigueur pour la CIBC en date du 1^{er} novembre 2006. Ces normes

favoriseront l'harmonisation avec les normes comptables américaines et internationales.

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui devraient être évalués au coût après amortissement. Les changements à la juste valeur des valeurs détenues à des fins de transaction continueront d'être portés aux résultats, alors que les changements à la juste valeur des valeurs disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à la sortie de l'actif financier ou jusqu'à sa dépréciation.

De la même façon, les normes exigent que tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur quand ils sont détenus à des fins de transaction ou s'ils sont des dérivés. Les autres passifs financiers devraient être évalués au coût.

Les normes permettent à une entité de désigner un instrument financier, à sa constatation initiale, comme un instrument qu'elle évaluera à sa juste valeur, les gains et les pertes étant constatés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils se produisent.

Les dérivés seront classés comme étant détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils soient expressément désignés dans une relation de couverture efficace. Les normes permettent trois types de relations de couverture : couvertures de juste valeur, couvertures de flux de trésorerie et couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Pour les couvertures de juste valeur, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est portée aux résultats en réduction des variations de la juste valeur attribuable au risque qui est couvert pour l'actif, le passif ou l'engagement ferme sous-jacent. Pour les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est compensée par les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours d'exercices futurs ou à la décomptabilisation de l'investissement net. Lorsqu'un instrument dérivé est désigné comme couverture et que les critères d'efficacité de la couverture sont satisfaits, les résultats peuvent être compensés, mais seulement dans la mesure où la couverture est efficace. L'inefficacité d'une relation de couverture sera comptabilisée dans les résultats courants.

Les autres éléments du résultat étendu seront inclus aux bilans consolidés sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et taxes) et comprendront les gains nets non matérialisés sur les valeurs disponibles à la vente, les gains nets non matérialisés sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et pertes de change non matérialisés et les couvertures compensatoires d'un établissement étranger autonome.

Nous sommes en voie d'évaluer l'incidence de l'adoption de ces normes.

Mode de présentation de l'information de la CIBC

La CIBC compte trois secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC, Gestion des avoirs CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité reflètent les caractéristiques de nos produits et services ainsi que les clients à qui sont destinés ces produits et services.

Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Expansion de l'entreprise, Finance, Technologie et opérations, et Trésorerie et Gestion du bilan et du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont incluses dans Siège social et autres. Leurs revenus, frais et ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité. Le groupe Siège social et autres comprend également Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débentures d'Oppenheimer Holdings Inc., et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Nous employons le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation de nos trois secteurs d'activité. Selon ce modèle, les paiements internes relatifs aux commissions de vente et aux honoraires de prestation de services sont effectués entre les secteurs d'activité. De plus, les revenus, les frais et les ressources du bilan liés à certaines activités, notamment les paiements et les produits de prêts inclus dans Marchés de détail CIBC, sont entièrement imputés aux secteurs d'activité. La direction utilise ce modèle pour mieux évaluer le fonctionnement économique de nos segments de clientèle, des produits et des réseaux de distribution.

Au quatrième trimestre de 2004, nous avons reclassé les placements à la valeur de consolidation des valeurs du compte de placement aux autres actifs. Ce réalignement s'est aussi traduit par le reclassement de postes correspondants de l'état des résultats.

Nouvelle structure organisationnelle

Le 11 avril 2005, nous avons annoncé une nouvelle structure organisationnelle consistant en la fusion de certaines unités de Gestion des avoirs CIBC, notamment Service Impérial, Gestion privée de patrimoine et la gamme de produits CPG à Marchés de détail CIBC. Le mode de présentation de nos activités n'a pas été modifié au cours du trimestre. Nous n'avons pas encore déterminé quel format serait dorénavant utilisé.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous utilisons différentes mesures pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des

mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 52 de la Reddition de comptes annuelle de 2004.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures selon les PCGR :

Mesures de l'état des résultats

		Marchés de détail CIBC	Gestion des avoirs CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total Banque CIBC
<i>en millions de dollars, pour les trimestres terminés les</i>						
30 avril 2005	Total des revenus	1 308 \$	663 \$	742 \$	107 \$	2 820 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	-	48	-	48
	Revenus (BIE)	1 308 \$	663 \$	790 \$	107 \$	2 868 \$
	Bénéfice net (perte nette)	263 \$	78 \$	115 \$	(16) \$	440 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	84	35	63	2	184
	Bénéfice (perte) économique	179 \$	43 \$	52 \$	(18) \$	256 \$
	Ratio d'efficacité	58,1 %	78,8 %	79,6 %	négl.	72,1 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	-	4,8	négl.	1,2
	Ratio d'efficacité (BIE)	58,1 %	78,8 %	74,8 %	négl.	70,9 %
31 janv. 2005	Total des revenus	1 455 \$	653 \$	749 \$	222 \$	3 079 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	-	41	-	41
	Revenus (BIE)	1 455 \$	653 \$	790 \$	222 \$	3 120 \$
	Bénéfice net	364 \$	114 \$	173 \$	56 \$	707 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	84	36	65	6	191
	Bénéfice économique	280 \$	78 \$	108 \$	50 \$	516 \$
	Ratio d'efficacité	53,0 %	72,6 %	72,7 %	négl.	61,7 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	-	3,8	négl.	0,8
	Ratio d'efficacité (BIE)	53,0 %	72,6 %	68,9 %	négl.	60,9 %
30 avril 2004	Total des revenus	1 240 \$	650 \$	1 012 \$	125 \$	3 027 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	-	35	-	35
	Revenus (BIE)	1 240 \$	650 \$	1 047 \$	125 \$	3 062 \$
	Bénéfice net (perte nette)	199 \$	96 \$	253 \$	(41) \$	507 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	81	36	81	7	205
	Bénéfice (perte) économique	118 \$	60 \$	172 \$	(48) \$	302 \$
	Ratio d'efficacité	59,5 %	76,9 %	66,2 %	négl.	68,5 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	-	2,2	négl.	0,8
	Ratio d'efficacité (BIE)	59,5 %	76,9 %	64,0 %	négl.	67,7 %
<i>en millions de dollars, pour les semestres terminés les</i>						
30 avril 2005	Total des revenus	2 763 \$	1 316 \$	1 491 \$	329 \$	5 899 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	-	89	-	89
	Revenus (BIE)	2 763 \$	1 316 \$	1 580 \$	329 \$	5 988 \$
	Bénéfice net	627 \$	192 \$	288 \$	40 \$	1 147 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	168	71	128	8	375
	Bénéfice économique	459 \$	121 \$	160 \$	32 \$	772 \$
	Ratio d'efficacité	55,4 %	75,7 %	76,2 %	négl.	66,7 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	-	4,3	négl.	1,0
	Ratio d'efficacité (BIE)	55,4 %	75,7 %	71,9 %	négl.	65,7 %
30 avril 2004	Total des revenus	2 565 \$	1 273 \$	1 870 \$	260 \$	5 968 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	-	75	-	75
	Revenus (BIE)	2 565 \$	1 273 \$	1 945 \$	260 \$	6 043 \$
	Bénéfice net (perte nette)	476 \$	186 \$	441 \$	(10) \$	1 093 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	162	75	169	15	421
	Bénéfice (perte) économique	314 \$	111 \$	272 \$	(25) \$	672 \$
	Ratio d'efficacité	58,0 %	76,1 %	67,6 %	négl.	67,3 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	-	2,6	négl.	0,8
	Ratio d'efficacité (BIE)	58,0 %	76,1 %	65,0 %	négl.	66,5 %

négl. – négligeable

Composition des activités : Détail

<i>en millions de dollars</i>	<i>Trimestres terminés les</i>			<i>Semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenus					
Marchés de détail CIBC	1 308 \$	1 455 \$	1 240 \$	2 763 \$	2 565 \$
Gestion des avoirs CIBC	663	653	650	1 316	1 273
	1 971	2 108	1 890	4 079	3 838
Groupe Entreprises	106	116	110	222	230
	2 077	2 224	2 000	4 301	4 068
Bénéfice net					
Marchés de détail CIBC	263 \$	364 \$	199 \$	627 \$	476 \$
Gestion des avoirs CIBC	78	114	96	192	186
	341	478	295	819	662
Groupe Entreprises	24	39	30	63	61
	365 \$	517 \$	325 \$	882 \$	723 \$

Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière

Revue des états consolidés des résultats

en millions de dollars	Trimestres terminés les			Semestres terminés les	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu net d'intérêts	1 224 \$	1 322 \$	1 260 \$	2 546 \$	2 651 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 596	1 757	1 767	3 353	3 317
Total des revenus	2 820	3 079	3 027	5 899	5 968
Dotation à la provision pour pertes sur créances	159	178	207	337	362
Frais autres que d'intérêts	2 032	1 901	2 074	3 933	4 017
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	629	1 000	746	1 629	1 589
Impôts sur les bénéfices	176	283	238	459	494
Part des actionnaires sans contrôle	13	10	1	23	2
Bénéfice net	440 \$	707 \$	507 \$	1 147 \$	1 093 \$

Revenus

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a baissé de 36 M\$ ou 3 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de l'accroissement des actifs titrisés sur les cartes de crédit, de la réduction des revenus de trésorerie, et de la diminution de l'intérêt sur les remboursements d'impôts ainsi que des prêts secondaires. Ces baisses ont été en partie compensées par la hausse des volumes et des marges sur prêts favorables pour les services bancaires personnels, par la montée de l'intérêt sur les valeurs du compte de placement et par la croissance du volume des prêts hypothécaires.

Le recul de 98 M\$ ou 7 % du revenu net d'intérêts comparativement au trimestre précédent s'explique essentiellement par les trois jours de moins du trimestre, la baisse des intérêts et des dividendes sur les valeurs, le fléchissement des revenus de trésorerie et l'incidence de la hausse des actifs titrisés sur cartes de crédit.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le revenu net d'intérêts a fléchi de 105 M\$ ou 4 % par rapport à la même période de 2004, surtout en raison de l'incidence de l'accroissement des actifs titrisés sur cartes de crédit, de la baisse des revenus de trésorerie et d'une réduction des prêts secondaires. Ces facteurs ont été en partie compensés par la hausse des intérêts et des dividendes sur les titres et par l'augmentation des volumes pour les services bancaires et les prêts hypothécaires personnels.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 171 M\$ ou 10 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des revenus de négociation, du recul des commissions de prise ferme des honoraires de consultation, de la diminution des gains des services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeurs, et du fléchissement des revenus tirés de la vente de prêts secondaires. Ces baisses ont été en partie compensées

par la croissance des revenus tirés de l'assurance et de la titrisation sur cartes de crédit.

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 161 M\$ ou 9 % par rapport au trimestre précédent, qui incluait le gain de 115 M\$ à la vente de Juniper, le gain de 85 M\$ à la vente de la Republic Bank et le gain de 34 M\$ à la vente d'ACE. Compte non tenu de ce qui précède, le revenu autre que d'intérêts s'est haussé de 73 M\$ ou 5 %. Cette hausse s'explique principalement par la montée des gains des services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeurs, et par l'accroissement des commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le revenu autre que d'intérêts a grimpé de 36 M\$ ou 1 % en regard de la même période de 2004, surtout en raison du gain à la vente de Juniper et de Republic Bank, de la hausse des revenus tirés de la titrisation sur cartes de crédit et de la progression des revenus tirés de l'assurance. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus de négociation, la réduction des revenus tirés de la vente de prêts secondaires, le recul des commissions de prise ferme et des honoraires de consultation, ainsi que la diminution des revenus découlant des prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 48 M\$ ou 23 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Ce fléchissement s'explique surtout par la baisse des pertes dans le secteur agricole et par l'incidence de l'accroissement des actifs titrisés sur cartes de crédit, en partie neutralisées par une hausse des ratios de pertes sur créances des prêts aux PME.

La baisse de 19 M\$ ou 11 % de la dotation à la provision pour pertes sur créances en regard du trimestre précédent s'explique principalement par l'amélioration du ratio des pertes sur créances sur cartes de crédit et par l'effet de l'accroissement des actifs titrisés sur cartes de crédit, en partie contrebalancés par la montée des pertes sur créances, déduction faite des recouvrements plus élevés, de Marchés mondiaux CIBC.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 25 M\$ ou 7 % par rapport à la même période de 2004. Cette diminution est essentiellement attribuable au recul des pertes dans le secteur agricole et à l'incidence de l'accroissement des actifs titrisés sur cartes de crédit, en partie contrebalancés par la hausse du ratio des pertes sur créances et du volume des prêts personnels.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 42 M\$ ou 2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse de la rémunération liée aux revenus, en partie compensée par la provision de 75 M\$ liée aux questions se rapportant aux liens de la CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis qui

ont participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement.

L'augmentation de 131 M\$ ou 7 % des frais autres que d'intérêts en regard du trimestre précédent s'explique essentiellement par la provision mentionnée plus haut et par la hausse des dépenses liées au matériel informatique, des charges de retraite et des honoraires professionnels, partiellement compensées par la baisse de la rémunération liée aux revenus.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les frais autres que d'intérêts ont reculé de 84 M\$ ou 2 % en regard de la période correspondante de 2004. Ce recul est principalement attribuable à la baisse de la rémunération liée aux revenus, partiellement contrebalancée par la montée des honoraires professionnels, des dépenses liées au matériel informatique et des coûts liés à nos nouveaux locaux à New York.

Impôts sur les bénéfices

Le fléchissement de 62 M\$ ou 26 % de la charge d'impôts par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique surtout par la baisse des revenus et les variations du pourcentage relatif de bénéfices gérés sur des territoires dont les taux d'imposition diffèrent. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence de la provision sans incidence fiscale de 75 M\$ liée aux questions se rapportant aux liens de la CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis qui ont participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement.

La charge d'impôts a reculé de 107 M\$ ou 38 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des revenus, en partie contrebalancée par l'incidence de la provision susmentionnée et du gain non imposable réalisé relativement à la Republic Bank au trimestre précédent.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, la charge d'impôts a diminué de 35 M\$ ou 7 % par rapport à la même période de 2004, principalement en raison du gain non imposable à la vente de la Republic Bank et des variations du pourcentage relatif de bénéfices dégagés sur des territoires dont les taux d'imposition diffèrent. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence au premier trimestre de 2004 de la réduction de 50 M\$ de la charge d'impôts enregistrée par suite de l'annulation des réductions prévues des taux d'imposition de l'Ontario.

Le taux d'imposition réel de la CIBC s'est fixé à 28,0 % pour le trimestre, en comparaison de 31,9 % pour le même trimestre de 2004 et 28,3 % pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition réel de la CIBC pour le semestre terminé le 30 avril 2005 s'est établi à 28,2 % comparativement à 31,1 % pour la même période de 2004.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs américains a atteint 370 M\$ US, déduction faite d'une provision pour moins-value de 165 M\$ US. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Pour de plus amples

renseignements, se reporter à la page 57 de la Reddition de comptes annuelle de 2004. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Revue des bilans consolidés

Actif

Au 30 avril 2005, l'actif totalisait 287,7 G\$, en hausse de 8,9 G\$ en regard du 31 octobre 2004, surtout en raison de l'augmentation des valeurs du compte de négociation (6,7 G\$), de l'achat de valeurs en vertu de conventions de revente (2,2 G\$), des prêts hypothécaires résidentiels (1,9 G\$) et des prêts personnels (0,8 G\$). Ces augmentations ont été en partie neutralisées par une réduction de la valeur marchande des instruments dérivés (2,0 G\$).

La progression des valeurs du compte de négociation s'explique principalement par l'activité de négociation ordinaire de nos activités de gros et la consolidation des EDDV. La hausse des valeurs achetées en vertu de conventions de revente reflète la recrudescence des activités de nos clients. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté, surtout en raison de la consolidation des EDDV et de la croissance des activités ordinaires, déduction faite des titrisations. La croissance des activités ordinaires explique aussi la hausse des prêts personnels.

La valeur marchande des instruments dérivés a reculé surtout en raison de l'incidence de l'appréciation du dollar américain et des variations du prix des marchandises.

Passif

Au 30 avril 2005, le passif totalisait 274,9 G\$, une hausse de 8,3 G\$ par rapport au 31 octobre 2004, surtout en raison de la croissance des dépôts (5,9 G\$), des obligations liées aux valeurs vendues à découvert (4,0 G\$), à d'autres passifs (1,5 G\$) et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1,0 G\$). Ces facteurs ont été en partie compensés par la réduction de la valeur marchande des instruments dérivés (2,4 G\$) et par les obligations liées aux valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat (2,4 G\$).

La croissance des dépôts s'est fait surtout sentir dans les dépôts des entreprises et des gouvernements, reflétant l'activité de financement ordinaire de la trésorerie. L'augmentation des obligations liées à des valeurs vendues à découvert représente l'activité de négociation ordinaire de nos activités de gros ainsi que les activités de financement de la trésorerie. La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales et les autres passifs s'est accrue surtout en raison de la consolidation des EDDV.

Le recul de la valeur marchande des instruments dérivés est attribuable aux raisons susmentionnées. Les obligations liées aux valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat ont reculé en raison de l'activité de

négociation ordinaire ainsi que des activités de financement de la trésorerie.

Capitaux propres

Au 30 avril 2005, les capitaux propres s'élevaient à 12,9 G\$, en hausse de 0,7 G\$ par rapport au 31 octobre 2004, surtout en raison de l'accroissement du capital-actions privilégié. Pour plus de renseignements, se reporter à la section Gestion du risque.

Événements importants

Litiges et affaires réglementaires

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Dans certains cas, des réclamations en dommages-intérêts considérables sont déposées contre la CIBC et ses filiales. Il est difficile de prévoir l'issue de ces poursuites, mais, d'après nos connaissances actuelles et des avis juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, considérées individuellement ou collectivement, aura une incidence défavorable importante sur notre bilan consolidé. Cependant, l'issue de certaines poursuites peut influencer sur nos résultats d'exploitation au cours d'une période donnée. Nous évaluons régulièrement le caractère adéquat du montant comptabilisé au titre des passifs éventuels de la CIBC pour ces questions.

Fonds de couverture

La Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et le bureau du procureur général de l'État de New York (le «NYAG») mènent actuellement une enquête sur la CIBC et sur les services de financement et de courtage fournis à certains fonds de couverture participant à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement. En février 2004, la SEC a déposé une procédure civile et le NYAG, une plainte criminelle, contre un ancien employé de la CIBC pour son rôle dans l'obtention de sources de financement par l'entremise de la CIBC pour des fonds de couverture recourant à des pratiques illicites d'anticipation du marché et de transactions post-clôture sur fonds communs de placement, ce dont, selon les allégations, il avait connaissance. Nous collaborons et continuerons de collaborer à ces enquêtes et à d'autres enquêtes connexes. Par ailleurs, deux filiales de la CIBC sont désignées comme défenderesses dans quelques recours collectifs, intentés au nom des porteurs de parts de diverses familles de fonds communs de placement, alléguant que la CIBC savait, ou a négligé de tenir compte, que des fonds de couverture qu'elle finançait s'adonnaient à des pratiques malhonnêtes d'anticipation du marché et de transactions post-clôture sur fonds communs de placement. Pendant le premier trimestre de 2004, nous avons constitué une provision de 50 M\$ relativement aux questions découlant de ces enquêtes. Il est difficile de prévoir le résultat de ces enquêtes; toutefois, à la lumière des discussions en cours avec la SEC et le NYAG, nous avons augmenté ce montant de 75 M\$ au cours du trimestre. La provision a été répartie

uniformément entre Gestion des avoirs CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Il est possible que des provisions additionnelles soient requises dans le futur. Nous continuerons à ajuster ce montant et son incidence fiscale dès que nous aurons plus d'information.

Enron

La CIBC et certaines de ses sociétés affiliées (collectivement «la CIBC») ont été désignées comme défenderesses dans diverses poursuites liées à Enron aux États-Unis. Au nombre de ces poursuites figure l'affaire *Newby et al. c. Enron Corp. et al.*, recours collectif présumé pour le compte des actionnaires d'Enron contre plusieurs institutions financières, les comptables et avocats d'Enron et un certain nombre d'initiés d'Enron alléguant la participation à un stratagème frauduleux en contravention des lois fédérales américaines en matière de valeurs mobilières et de diverses lois étatiques. De plus, la CIBC est défenderesse dans un certain nombre de causes connexes intentées devant divers tribunaux américains par des acquéreurs de titres d'Enron et fondées sur des allégations semblables. La CIBC est aussi mise en cause dans plusieurs poursuites intentées par des investisseurs d'Enron contre Arthur Andersen LLP, la société d'experts-comptables d'Enron, laquelle a mis en cause un certain nombre d'institutions financières, dont la CIBC, demandant que les banques soient appelées à contribuer si la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandeurs était reconnue. Enron a déposé une plainte contre six institutions financières, dont la CIBC, demandant entre autres le rejet des réclamations de la CIBC dans le cadre de la faillite ainsi que des dommages-intérêts indéterminés pour avoir prétendument aidé et provoqué les initiés d'Enron dans leur fraude et manquement aux devoirs fiduciaires et pour coalition illégale. Nous avons l'intention de contester toutes ces plaintes vigoureusement. Au quatrième trimestre de 2004, nous avons inscrit un passif de 300 M\$, en plus de notre couverture d'assurance, relativement aux affaires d'Enron. Étant donné que nous ne sommes pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable la perte éventuelle, il est possible que des provisions additionnelles soient nécessaires dans l'avenir, et ces montants pourraient avoir des répercussions importantes sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée, bien que nous ne prévoyions pas qu'ils auront une incidence considérable sur le bilan consolidé de la CIBC.

Vente de Juniper Financial Corp.

Le 1^{er} décembre 2004, nous avons vendu Juniper Financial Corp. (Juniper), société américaine de cartes de crédit, à Barclays Bank PLC pour une contrepartie brute de 293 M\$ US et constaté un gain à la vente de 115 M\$ (64 M\$ après impôts). Avant la vente, nous détenions une participation de 98 % dans Juniper, les 2 % résiduels étant détenus par la haute direction. La vente n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

Vente de la participation dans la Republic Bank Limited

Au cours du premier trimestre de 2005, nous avons vendu notre participation dans la Republic Bank Limited à Trinidad-et-Tobago et constaté un gain de 25 M\$ (25 M\$ après impôts). Parallèlement, FirstCaribbean International Bank, dans laquelle nous détenons une participation, a également vendu sa participation dans la Republic Bank Limited. Notre quote-part du revenu découlant du gain à la vente s'est établie à 60 M\$ (60 M\$ après impôts). En tout, nous avons comptabilisé un gain de 85 M\$ après impôts sur la vente de la vente de la Republic Bank.

Vente d'EDULINX Canada Corporation

Au cours du premier trimestre de 2005, nous avons vendu EDULINX Canada Corporation, filiale en propriété exclusive, un prestataire de services de prêts aux étudiants du Canada. Le gain à la vente a été négligeable et la vente ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

Baux adossés

Avant 2004, nous avons été partie à divers placements de crédit-bail structuré aux États-Unis, comptabilisés dans les états financiers consolidés comme des baux adossés selon la directive contenue dans le U.S. Statement of Financial Accounting Standards («SFAS») 13, «Accounting for Leases». Cette directive prévoit que la totalité du revenu sur la durée d'un bail soit imputée aux résultats de façon proportionnelle sur les années pendant lesquelles le placement net dans un bail est positif. Le placement net se fonde sur les flux de trésorerie nets liés au bail, y compris ceux liés aux impôts et taxes.

Le U.S. Internal Revenue Service («IRS») a contesté la position fiscale adoptée pour ces opérations. Nous croyons que la position fiscale adoptée pour ces opérations était appropriée, selon la législation, la réglementation et la jurisprudence en vigueur au moment des opérations en question. Nous avons continué à tenter d'en arriver à un règlement négocié avec l'IRS concernant les ajustements fiscaux qu'elle avait proposés pour ces opérations. Toutefois, même si nous croyons toujours possible un règlement, les négociations ne sont pas encore conclues et la question pourrait faire l'objet d'un litige.

En vertu des directives comptables en vigueur, si nous pouvons nous entendre avec l'IRS, ce règlement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats financiers déclarés dans la période où est survenu le règlement. En outre, nous avons constitué des provisions à notre avis suffisantes pour couvrir l'intérêt et les pénalités qui pourraient découler d'un règlement.

En vertu des directives contenues dans le SFAS 13, les changements aux estimations ou aux hypothèses ne visant pas le bénéfice net total estimatif découlant d'un bail ne modifient en rien le moment de la constatation du bénéfice. Toutefois, le Financial Accounting Standards Board («FASB») est en voie de modifier sa directive pour nous obliger à recalculer le moment de la constatation du bénéfice afin de refléter un règlement des questions fiscales. Nous estimons à l'heure actuelle que cette modification comptable pourrait entraîner une charge non récurrente de 100 à 125 M\$ avant impôts imputée aux bénéfices non répartis pour la période où survient le règlement. Cependant, un montant se rapprochant de cette charge non récurrente serait alors comptabilisé au bénéfice sur la durée restante des baux de sorte que le bénéfice cumulatif sur la durée de vie de ces baux demeurerait inchangé.

Revue de l'information financière trimestrielle

	2005				2004			2003
<i>en millions de dollars, sauf les montants par action</i>	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juil.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juil.
Total des revenus	2 820 \$	3 079 \$	2 901 \$	2 906 \$	3 027 \$	2 941 \$	2 874 \$	2 831 \$
Bénéfice net	440	707	402	596	507	586	487	753
Résultat par action								
- de base	1,21	1,96	1,08	1,62	1,35	1,56	1,29	2,04
- dilué	1,20	1,94	1,06	1,60	1,33	1,54	1,28	2,02

Pour avoir des détails sur les variations entre les trimestres précédents, se reporter à la page 62 de la Reddition de comptes annuelle de 2004 et au rapport du premier trimestre de 2005 aux actionnaires. Les détails du trimestre écoulé sont donnés dans le présent rapport.

Marchés de détail CIBC

Le secteur **Marchés de détail CIBC** fournit des services et des produits financiers aux particuliers et aux PME du Canada. Ces services sont offerts par l'entremise du réseau de centres bancaires, des services bancaires téléphoniques, des services bancaires en direct et par les GAB, ainsi que par l'entreprise de services bancaires électroniques de détail en co-marque, les Services financiers le Choix du Président, une coentreprise avec Les Compagnies Loblaw Limitée.

Résultats

en millions de dollars	Trimestres terminés les			Semestres terminés les	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenus					
Services bancaires personnels	538 \$	551 \$	492 \$	1 089 \$	989 \$
Services bancaires à la PME	145	151	140	296	283
Cartes	332	383	333	715	680
Prêts hypothécaires	146	145	155	291	277
Divers	147	225	120	372	336
Total des revenus	1 308	1 455	1 240	2 763	2 565
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	185	199	347	361
Frais autres que d'intérêts	759	771	738	1 530	1 488
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	387	499	303	886	716
Impôts sur les bénéfices	124	135	104	259	240
Bénéfice net	263 \$	364 \$	199 \$	627 \$	476 \$
Ratio d'efficience	58,1 %	53,0 %	59,5 %	55,4 %	58,0 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	40,6 %	54,7 %	31,4 %	47,8 %	37,8 %
Bénéfice économique ^{1,2}	179 \$	280 \$	118 \$	459 \$	314 \$

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Les résultats de Marchés de détail CIBC ont bénéficié de taux d'intérêt faibles et stables qui ont encouragé la croissance des prêts et des volumes des dépôts.

Le bénéfice net a progressé de 64 M\$ ou 32 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des volumes des services bancaires personnels et de la hausse des revenus d'assurance et des Services financiers le Choix du Président, en partie contrebalancés par la baisse des revenus découlant des prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX.

Le bénéfice net a reculé de 101 M\$ ou 28 % en regard du trimestre précédent, qui comprenait le gain après impôts de 85 M\$ à la vente de la Republic Bank et le gain après impôts de 22 M\$ à la vente d'ACE.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le bénéfice net s'est accru de 151 M\$ ou 32 % comparativement à la même période de 2004. Cette croissance s'explique principalement par les gains à la vente de la Republic Bank et d'ACE, la croissance des volumes et la hausse des

revenus tirés des frais pour les services bancaires personnels, et par l'augmentation des revenus tirés de l'assurance. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus de trésorerie répartis et le recul des revenus découlant des prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX.

Revenus

Les revenus ont été en hausse de 68 M\$ ou 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'augmentation de 46 M\$ des revenus tirés des services bancaires personnels est essentiellement attribuable à la croissance des volumes des prêts et des dépôts, aux marges sur prêts favorables et à la montée des revenus tirés des frais.

Les revenus du segment Cartes ont été comparables, l'incidence de la croissance des volumes ayant été neutralisée par l'effet des niveaux plus élevés d'actifs titrisés.

La baisse de 9 M\$ des revenus des prêts hypothécaires s'explique surtout par la diminution des revenus tirés de la titrisation et par des marges défavorables, en partie compensées par la croissance des volumes.

Les autres revenus se sont accrus de 27 M\$ principalement grâce à des revenus d'assurance plus élevés et à la croissance des volumes pour les Services financiers le Choix du Président, partiellement contrebalancés par des revenus moins élevés découlant des prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX.

Les revenus ont reculé de 147 M\$ ou 10 % en regard du trimestre précédent.

Les revenus dégagés par les Services bancaires personnels et les Services à la PME ont baissé de 19 M\$, surtout en raison des trois jours de moins du trimestre.

Une diminution de 51 M\$ des revenus a été enregistrée par le segment Cartes en comparaison au trimestre précédent, qui incluait le gain de 34 M\$ à la vente d'ACE. Cette diminution est également attribuable au recul des volumes et aux trois jours de moins du trimestre.

Les revenus des Prêts hypothécaires ont été comparables, les revenus de titrisation plus élevés ayant été contrebalancés par l'incidence des trois jours de moins du trimestre.

Les autres revenus ont diminué de 78 M\$ par rapport au trimestre précédent, qui incluait le gain de 85 M\$ à la vente de la Republic Bank. La hausse des revenus de trésorerie répartis a été en partie neutralisée par la baisse des revenus tirés de l'assurance.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les revenus ont grimpé de 198 M\$ ou 8 % par rapport à la même période de 2004.

La hausse de 100 M\$ des revenus des services bancaires personnels s'explique largement par la croissance des volumes et la montée des revenus tirés des frais.

Les revenus des Services à la PME ont progressé de 13 M\$ surtout en raison de la croissance du volume des dépôts et des marges sur prêts favorables.

L'augmentation de 35 M\$ des revenus du segment Cartes est essentiellement attribuable au gain à la vente d'ACE, à la hausse des revenus tirés des frais et à la croissance des volumes, partiellement contrebalancés par l'incidence des niveaux plus élevés d'actifs titrisés.

Les revenus des Prêts hypothécaires, en hausse de 14 M\$, s'expliquent surtout par la croissance des volumes et la baisse des charges sur les activités de couverture associées aux Prêts hypothécaires refinancés avant échéance, en partie contrebalancées par un recul des revenus de titrisation et des marges défavorables.

Les autres revenus ont progressé de 36 M\$ surtout en raison du gain à la vente de la Republic Bank et à la hausse des revenus d'assurance. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la baisse des revenus de trésorerie répartis et par la diminution des revenus découlant des prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 37 M\$ ou 19 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison du recul des pertes du secteur agricole et de l'incidence de niveaux plus élevés d'actifs titrisés sur cartes de crédit, partiellement contrebalancés par une hausse des ratios de pertes sur les prêts aux PME.

Le recul de 23 M\$ ou 12 % de la dotation à la provision pour pertes sur créances par rapport au trimestre précédent s'explique par l'amélioration des ratios de pertes sur cartes de crédit et par l'incidence des niveaux plus élevés d'actifs titrisés sur cartes de crédit.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, la diminution de 14 M\$ ou 4 % de la dotation à la provision pour pertes sur créances par rapport à la même période de 2004 est principalement attribuable à la baisse des pertes du secteur agricole et à l'incidence de niveaux plus élevés d'actifs titrisés sur cartes de crédit. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la hausse du ratio des pertes sur prêts et des volumes dans le secteur des prêts personnels et par la croissance des ratios de pertes sur prêts aux PME.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont grimpé de 21 M\$ ou 3 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des coûts de soutien, de celle de la charge de rémunération dans le secteur des Services bancaires personnels et de l'augmentation des frais de projets, partiellement neutralisées par la baisse de frais liés aux prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX et le recul des dépenses en technologie.

La baisse de 12 M\$ ou 2 % des frais autres que d'intérêts par rapport au trimestre précédent est

principalement attribuable à la diminution de la charge de rémunération.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 42 M\$ ou 3 % en regard de la même période de 2004. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des coûts de soutien, de la charge de rémunération des services bancaires personnels et des frais de projets. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la baisse de frais liés aux prêts aux étudiants par suite de la vente d'EDULINX et par le recul des dépenses en technologie.

L'effectif permanent totalisait 17 569 employés à la fin du trimestre, une hausse de 90 employés comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, s'expliquant majoritairement par un nombre additionnel d'employés traitant avec la clientèle dans les centres bancaires, partiellement contrebalancé par la vente d'EDULINX. L'effectif permanent comptait 138 employés de plus qu'au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse du nombre d'employés traitant avec la clientèle dans les centres bancaires.

Perspectives

Nous prévoyons des taux d'intérêts stables pour le reste de l'exercice, ce qui est prometteur pour les volumes des Services bancaires personnels et des Services à la PME, et tout particulièrement avantageux pour nos activités hypothécaires. Nous nous attendons à ce que les marges d'intérêts nettes demeurent relativement constantes.

Gestion des avoirs CIBC

Le secteur *Gestion des avoirs CIBC* offre des services personnalisés de vente et de conseil ainsi que des produits et services à une vaste clientèle bien nantie, essentiellement au Canada. Les activités comprennent les services-conseils en centre bancaire, le courtage traditionnel, les services de gestion privée de patrimoine et le courtage en ligne. Nous offrons également un large éventail de produits financiers, notamment des fonds communs de placement, des solutions gérées et des placements à terme.

Résultats

en millions de dollars	Trimestres terminés les			Semestres terminés les	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenus					
Service Impérial	200 \$	200 \$	187 \$	400 \$	375 \$
Courtage de détail	288	277	294	565	552
Gestion privée de patrimoine	36	38	37	74	72
Produits de gestion des avoirs	124	130	120	254	239
Divers	15	8	12	23	35
Total des revenus	663	653	650	1 316	1 273
Dotation à la provision pour pertes sur créances	7	9	8	16	12
Frais autres que d'intérêts	523	474	500	997	968
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	133	170	142	303	293
Impôts sur les bénéfices	55	56	46	111	107
Bénéfice net	78 \$	114 \$	96 \$	192 \$	186 \$
Ratio d'efficience	78,8 %	72,6 %	76,9 %	75,7 %	76,1 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	28,0 %	40,2 %	34,6 %	34,2 %	32,0 %
Bénéfice économique ^{1,2}	43 \$	78 \$	60 \$	121 \$	111 \$

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le secteur Gestion des avoirs CIBC a bénéficié de l'activité de négociation accrue et de l'amélioration de la valeur des actifs découlant de la solidité continue des marchés financiers.

Le bénéfice net a diminué de 18 M\$ ou 19 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la provision sans incidence fiscale de 37,5 M\$ liée aux questions se rapportant aux liens de la CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis qui ont participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement, en partie compensée par le recul des frais autres que d'intérêts.

La diminution de 36 M\$ ou 32 % du bénéfice net en regard du trimestre précédent s'explique par la provision susmentionnée.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le bénéfice net s'est accru de 6 M\$ ou 3 % en comparaison de la

même période de 2004. Cette croissance est principalement attribuable à la hausse des revenus dans tous les secteurs d'activité, partiellement contrebalancée par la montée des frais autres que d'intérêts.

Revenus

Les revenus ont progressé de 13 M\$ ou 2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus du Service Impérial ont grimpé de 13 M\$ surtout grâce à la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement et la croissance du volume des prêts, en partie compensées par le recul des ventes de prêts hypothécaires.

Les revenus des produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 4 M\$ principalement en raison de la croissance des biens sous gestion moyens.

Les revenus se sont accrus de 10 M\$ ou 2 % en regard du trimestre précédent.

Les revenus du Service Impérial étaient comparables à ceux du trimestre précédent. La hausse des revenus tirés des produits de placement et des ventes de prêts hypothécaires a été neutralisée par les trois jours de moins du trimestre.

La progression de 11 M\$ des revenus du courtage de détail est principalement attribuable à l'accroissement de l'activité de négociation.

Les revenus des produits de Gestion des avoirs ont reculé de 6 M\$ en raison des trois jours de moins du trimestre.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les revenus se sont accrus de 43 M\$ ou 3 % en regard de la même période de 2004.

Les revenus du Service Impérial ont grimpé de 25 M\$, surtout en raison de la hausse des fonds sous gestion moyens.

L'augmentation de 13 M\$ des revenus du courtage de détail s'explique surtout par la montée des revenus d'honoraires.

Les revenus des produits de Gestion des avoirs ont progressé de 15 M\$. Cette progression est essentiellement attribuable à la montée des revenus tirés des fonds communs de placement par suite de l'appréciation des valeurs sur le marché. Les marges des CPG se sont également améliorées.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 23 M\$ ou 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des provisions légales et des coûts de soutien.

La progression de 49 M\$ ou 10 % des frais autres que d'intérêts en regard du trimestre précédent est essentiellement attribuable à la provision susmentionnée et à la montée de la rémunération liée aux revenus.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les frais autres que d'intérêts ont grimpé de 29 M\$ ou 3 % par

comparaison à la même période de 2004, surtout en raison de la croissance des coûts de soutien et de la rémunération liée aux revenus.

L'effectif permanent totalisait 6 482 employés à la fin du trimestre, soit une baisse de 114 employés par rapport au deuxième trimestre de 2004, surtout en raison de la réaffectation de membres du personnel aux services de soutien à l'infrastructure. L'effectif permanent comptait 48 employés de plus en regard du trimestre précédent, principalement grâce à l'ajout de membres du personnel pour les services de soutien et le service à la clientèle, en partie contrebalancé par la réaffectation du personnel dont il a déjà été question.

Perspectives

Les volumes de prêts et de dépôts devraient continuer de croître étant donné la perspective de taux d'intérêt bas et stables, ce qui favorisera le Service Impérial. Les volumes des marchés financiers ont quelque peu décliné depuis le début de l'exercice, et cette tendance devrait se maintenir tout au long du troisième trimestre, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur le courtage de détail.

Marchés mondiaux CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et partout dans le monde. Nous procurons des solutions innovatrices complètes en matière de capital aux sociétés en croissance et sommes présents sur tous les marchés financiers. Nous offrons des services-conseils spécialisés à un large éventail d'industries et fournissons des recherches de qualité supérieure aux investisseurs institutionnels, aux gouvernements et aux entreprises que nous servons.

Résultats

en millions de dollars	Trimestres terminés les			Semestres terminés les	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenus (BE) ^{1,2}					
Marchés financiers	325 \$	349 \$	421 \$	674 \$	815 \$
Produits bancaires d'investissement et de crédit	299	296	442	595	808
Services de banque d'affaires	61	23	83	84	97
Groupe Entreprises	106	116	111	222	230
Divers	(1)	6	(10)	5	(5)
Total des revenus (BE) ^{1,2}	790	790	1 047	1 580	1 945
Rajustement selon la BIE	48	41	35	89	75
Total des revenus	742	749	1 012	1 491	1 870
Recouvrement de pertes sur créances	(9)	(17)	(9)	(26)	(24)
Frais autres que d'intérêts	591	545	670	1 136	1 265
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	160	221	351	381	629
Impôts sur les bénéfices	22	46	98	68	188
Part des actionnaires sans contrôle	23	2	-	25	-
Bénéfice net	115 \$	173 \$	253 \$	288 \$	441 \$
Ratio d'efficacité	79,6 %	72,7 %	66,2 %	76,2 %	67,6 %
Ratio d'efficacité (BE) ^{1,2}	74,8 %	68,9 %	64,0 %	71,9 %	65,0 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	23,4 %	33,1 %	40,1 %	28,4 %	33,6 %
Bénéfice économique ^{1,2}	52 \$	108 \$	172 \$	160 \$	272 \$

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Marchés mondiaux CIBC a continué à bénéficier de la stabilité des marchés du crédit au Canada et aux États-Unis et de la fermeté du marché canadien des nouvelles émissions d'actions. Les fusions et acquisitions, toutefois, ont ralenti au cours du trimestre, et les marchés canadiens des titres de créance ont subi une baisse des nouvelles émissions et des activités de négociation des clients.

Le bénéfice net a reculé de 138 M\$ ou 55 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison du ralentissement des activités sur les marchés financiers, de la réduction des ventes de prêts secondaires et de la baisse des honoraires de services bancaires d'investissement en Europe et aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution des frais autres que d'intérêts.

Le repli de 58 M\$ ou 34 % du bénéfice net en regard du trimestre précédent s'explique principalement par la hausse des frais autres que d'intérêts et la baisse des activités sur les marchés financiers, partiellement compensées par l'amélioration des gains des services de banque d'affaires.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le bénéfice net a diminué de 153 M\$ ou 35 % en comparaison de la même période de 2004. Cette diminution est essentiellement attribuable au ralentissement des activités sur les marchés financiers, à la réduction des ventes de prêts secondaires, à la baisse des activités des services bancaires d'investissement aux États-Unis et au retrait de nos activités internationales de titrisation d'actifs. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une réduction des frais autres que d'intérêts.

Revenus

Les revenus ont diminué de 270 M\$ ou 27 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le recul de 96 M\$ des revenus des marchés financiers découle principalement de la baisse des opérations d'arbitrage de portefeuille aux États-Unis et à la diminution des ventes d'actions au Canada et aux États-Unis.

Les revenus des services bancaires d'investissement et de crédit ont fléchi de 143 M\$. Ce fléchissement est essentiellement attribuable à la réduction des ventes de prêts secondaires et à la baisse des honoraires tirés des services bancaires d'investissement en Europe et aux États-Unis.

Le repli de 22 M\$ du revenu des services de banque d'affaires s'explique surtout par une réduction des gains, déduction faite des baisses de valeur, en partie compensée par la consolidation d'une EDDV.

Les revenus ont fléchi de 7 M\$ ou 1 % en regard du trimestre précédent.

Les revenus des marchés financiers ont diminué de 24 M\$, surtout en raison du ralentissement des opérations d'arbitrage de portefeuille aux États-Unis, au nombre moins élevé de nouvelles émissions au Canada et au repli des activités des titres de créance.

La progression de 38 M\$ des revenus des services de banque d'affaires est principalement attribuable à la hausse des gains, déduction faite des baisses de valeur, et à la consolidation d'une EDDV.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les revenus ont reculé de 379 M\$ ou 20 % en comparaison de la même période de 2004.

Les revenus des marchés financiers ont chuté de 141 M\$, surtout en raison de la baisse des opérations d'arbitrage de portefeuille aux États-Unis, à la diminution des ventes d'actions aux États-Unis et au ralentissement des activités des marchés des titres de créance.

Le repli de 213 M\$ des revenus des services bancaires d'investissement et de crédit découle essentiellement de la réduction des ventes de prêts secondaires, de la baisse des honoraires des services bancaires d'investissement aux États-Unis et du retrait de nos activités internationales de titrisation d'actifs.

Recouvrement des pertes sur créances

Le recouvrement net des pertes sur créances était comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La baisse de 8 M\$ ou 47 % du recouvrement net des pertes sur créances en regard du trimestre précédent s'explique par une hausse des pertes sur prêts, en partie compensée par des recouvrements plus élevés.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le recouvrement net des pertes sur créances était comparable à celui de la même période de 2004.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 79 M\$ ou 12 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse de la rémunération liée aux revenus, en partie contrebalancée par la provision de 37,5 M\$ liée aux questions se rapportant aux liens de la CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis qui ont participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement.

La montée de 46 M\$ ou 8 % des frais autres que d'intérêts en regard du trimestre précédent est surtout attribuable à la provision susmentionnée et à la hausse des coûts liés à nos nouveaux locaux à New York, en partie compensées par la baisse de la rémunération liée aux revenus.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 129 M\$ ou 10 % en comparaison avec la même période de 2004, essentiellement en raison de la baisse de la rémunération liée aux revenus et aux coûts de soutien moins élevés.

L'effectif permanent totalisait 2 287 employés à la fin du trimestre, une baisse de 42 employés comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout grâce au retrait de nos activités internationales de titrisation d'actifs et à la réduction du personnel dans les services bancaires d'investissement au Canada. L'effectif permanent comptait 30 employés de moins qu'au trimestre précédent. Cette baisse découle de la réduction du personnel dans nos services bancaires d'investissement aux États-Unis et en Europe.

Impôts sur les bénéfices

Marchés mondiaux CIBC mène ses activités dans un certain nombre d'administrations fiscales assujetties à différents taux d'imposition. Ainsi, la charge d'impôts totale constatée pour chaque période est déterminée, en partie, selon la proportion relative des bénéfices générés dans chaque administration fiscale.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle s'est accrue de 23 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 21 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la consolidation de certaines EDDV.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, la part des actionnaires sans contrôle s'est hissée de 25 M\$ pour la même raison.

Perspectives

Les volumes des marchés financiers ont quelque peu décliné depuis le début de l'exercice et la tendance devrait se poursuivre tout au long du troisième trimestre. Nous prévoyons continuer à tirer des gains des services de banque d'affaires. La qualité du crédit demeure stable et nous continuons à surveiller le risque de crédit afin de minimiser les pertes sur créances futures.

Siège social et autres

Le groupe *Siège social et autres* comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Expansion de l'entreprise, Finance, Technologie et opérations, ainsi que Trésorerie, Gestion du bilan et du risque – qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débetures d'Oppenheimer Holdings Inc. et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

accrues, en partie compensées par la vente de Juniper. L'effectif permanent comptait 121 employés de plus qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la centralisation de certaines fonctions de soutien aux opérations.

Résultats

en millions de dollars	Trimestres terminés les			Semestres terminés les	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Total des revenus	107 \$	222 \$	125 \$	329 \$	260 \$
Provision pour (recouvrement des) pertes sur créances	(1)	1	9	-	13
Frais autres que d'intérêts	159	111	166	270	296
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(51)	110	(50)	59	(49)
Impôts sur les bénéfices	(25)	46	(10)	21	(41)
Part des actionnaires sans contrôle	(10)	8	1	(2)	2
(Perte nette) bénéfice net	(16) \$	56 \$	(41) \$	40 \$	(10) \$

Aperçu financier

La perte nette a été réduite de 25 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des recouvrements d'impôts et de la baisse des dépenses découlant de la vente de Juniper, en partie contrebalancés par la baisse des intérêts créditeurs sur les remboursements d'impôts. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent incluait aussi des radiations d'immobilisations corporelles.

Le bénéfice net a reculé de 72 M\$ en regard du trimestre précédent, qui incluait un gain après impôts de 64 M\$ à la vente de Juniper.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le bénéfice net a augmenté de 50 M\$ en comparaison de la même période de 2004. Cette augmentation est essentiellement attribuable au gain à la vente de Juniper, à l'accroissement des recouvrements d'impôts et à la hausse des revenus de trésorerie non répartis. Ces facteurs ont été en partie compensés par la hausse des coûts de soutien non répartis. La période précédente incluait aussi une réduction de 45 M\$ de la charge d'impôts liée à la hausse de notre actif d'impôts futurs.

L'effectif permanent totalisait 10 719 employés à la fin du trimestre, soit 345 de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse attribuable surtout à la centralisation de certaines fonctions de soutien aux opérations, ainsi qu'aux activités de gouvernance

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque et des sources de financement est sensiblement la même que celle décrite aux pages 76 à 94 de la Reddition de comptes annuelle de 2004.

Gestion du risque de crédit

À la fin du trimestre, les prêts douteux bruts s'élevaient à 1,06 G\$, en baisse par rapport à 1,11 G\$ au 31 octobre 2004.

Depuis le 31 octobre 2004, le secteur agricole a enregistré la plus importante hausse des prêts douteux bruts, soit 45 M\$, en raison des pressions continues sur le secteur de l'élevage du bétail et, dans une moindre mesure, la faiblesse de l'industrie laitière et du secteur agricole mixte. Le secteur du commerce de détail et des services et celui des institutions financières ont connu les reculs les plus notables, respectivement 73 M\$ et 55 M\$, en raison de l'amélioration continue des prêts aux entreprises et des recouvrements et des radiations de prêts. Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, les prêts douteux bruts se sont accrus de 86 M\$ au Canada et de 3 M\$ aux États-Unis; ils ont reculé de 143 M\$ dans les autres pays.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du trimestre s'est établie à 159 M\$, en baisse de 207 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 178 M\$ en regard du trimestre précédent. La provision trimestrielle pour les prêts à la consommation de 140 M\$ incluait 61 M\$ relativement aux cartes de crédit et 19 M\$ relativement aux prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est fixée à 337 M\$, en baisse de 25 M\$ par comparaison avec la même période de 2004.

La provision pour pertes sur créances de la CIBC, qui comprend des provisions spécifiques et une provision générale, totalisait 1,7 G\$ à la fin du trimestre, marquant un recul de 94 M\$ par rapport au 31 octobre 2004. Les provisions spécifiques ont fléchi de 94 M\$, tandis que la provision générale est demeurée inchangée.

Gestion de risque de marché

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC. Le risque total a augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse du risque lié aux actions. Les revenus tirés des activités de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 79 % des jours du trimestre, et les pertes de négociation n'ont jamais dépassé la VAR.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

en millions de dollars	Trimestre terminé le 30 avril 2005		Trimestre terminé le 30 avril 2004		Cumul. 2005	Cumul. 2004
	T2	Fin Moyenne	T2	Fin Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	3,7	4,0	5,6	3,9	4,3	3,3
Risque d'écart de taux	3,2	2,5	2,2	2,6	2,6	2,5
Risque lié aux actions	5,9	6,3	5,6	5,6	5,6	5,3
Risque de change	0,3	0,4	0,5	0,9	0,3	0,9
Risque lié aux marchandises	0,8	1,1	1,0	1,3	1,2	1,3
Effet de diversification ²	(5,3)	(6,3)	(7,3)	(7,4)	(6,2)	(6,8)
Risque total	8,6	8,0	7,6	6,9	7,8	6,5

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de la diversification des portefeuilles.

Gestion du risque opérationnel

Au cours du trimestre, la CIBC a poursuivi la mise en œuvre de ses politiques, procédures et normes améliorées concernant le risque opérationnel, ainsi que de sa méthode de mesure afin d'obtenir l'approbation des organismes de réglementation en vue de répartir le capital de risque opérationnel selon l'Approche de mesures avancées conformément aux propositions de l'Accord sur les fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (Bâle II).

L'amélioration de la gestion des risques relatifs à la gestion de la réputation et des risques juridiques demeure une priorité pour la CIBC et est contrôlée par le comité de surveillance des opérations financières, créé en février 2004, conformément aux engagements de la CIBC dans le cadre des ententes conclues avec le U.S. Department of Justice, le Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF) et la Federal Reserve Bank of New York. Nous vérifions constamment la viabilité des politiques et procédures touchant la gestion des risques juridiques et de ceux liés à la réputation.

Gestion du risque d'illiquidité

Dans le cadre de nos stratégies d'atténuation du risque d'illiquidité, nous continuons de diversifier nos sources de fonds de gros à terme par client, devise, type et région géographique. En outre, les dépôts de détail de base demeurent la principale source de financement fiable pour le bilan. Au 30 avril 2005, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 73,4 G\$.

Nous gérons le risque d'illiquidité éventuel par le maintien, en gestion distincte, de groupes d'actifs liquides de grande qualité non grevés financés à terme. Ces actifs peuvent être vendus ou cédés en garantie d'emprunts, assurant ainsi une source immédiate de liquidités. Au 30 avril 2005, les actifs liquides comprenaient 0,9 G\$ d'espèces, 61,4 G\$ de valeurs mobilières et 11,2 G\$ de dépôts auprès d'autres banques. Nous disposons aussi, à la fin du trimestre, de 20,4 G\$ de valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente.

Dans le cours normal des affaires, certains actifs sont cédés en garantie dans le cadre de la gestion des garanties, y compris les conventions de rachat et les prêts de titres. Au 30 avril 2005, ces actifs atteignaient 19,5 G\$.

Le 7 mars 2005, Dominion Bond Rating Service Ltd., l'une des agences qui surveillent les notations de crédit de CIBC, a annoncé qu'elle avait rehaussé sa perspective sur la CIBC de négative à stable.

Gestion des arrangements hors bilan et des obligations contractuelles

Les détails sur nos arrangements hors bilan et nos obligations contractuelles figurent aux pages 88 à 91 de la Reddition de compte annuelle de 2004 et n'ont pas beaucoup changé. Pour les opérations de titrisation effectuées durant le trimestre, se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés inclus dans le présent rapport.

Gestion des sources de financement

Le 1^{er} novembre 2004, par suite de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», nous avons reclassé les actions privilégiées convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires au gré du porteur dans le passif. Les informations de la période précédente ont également été reclassées. Pour de plus amples détails, se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport. En vertu des lignes directrices du BSIF, ces actions privilégiées continuent d'être incluses dans les fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 22 décembre 2004, la Bourse de Toronto a accepté notre avis d'intention pour le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Les achats en vertu de la nouvelle offre de rachat ont commencé le 24 décembre 2004 et prendront fin au plus tôt à la date de clôture de l'offre, à la date où tous les rachats seront terminés ou le 23 décembre 2005. En vertu de cette offre de rachat, nous pouvons acheter, de temps à autre, jusqu'à 17 millions d'actions ordinaires.

Au cours du trimestre, nous avons racheté et annulé environ 2,8 millions d'actions ordinaires (10,0 millions d'actions pour le semestre terminé le 30 avril 2005) pour une contrepartie totale de 206 M\$ (712 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2005).

Au cours du trimestre, nous avons émis près de 0,6 million d'actions ordinaires (1,3 million pour le semestre terminé le 30 avril 2005) pour une contrepartie de 29 M\$ (64 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2005) en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Le 1^{er} novembre 2004, 11,7 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 28, ont été converties en actions privilégiées de catégorie A, série 29, en même temps que l'exercice du même nombre de bons de souscription, série 29, et le versement de 15,00 \$ le bon de souscription. Le capital total en actions privilégiées de

catégorie A, série 29 s'élevait alors à 293 M\$. Les actions privilégiées de catégorie A, série 28 converties ont été annulées entraînant la réduction de 118 M\$ du capital de cette série. Le 1^{er} février 2005, 1,1 million d'actions privilégiées de catégorie A, série 28 supplémentaires ont aussi été converties en actions privilégiées de catégorie A, série 29, ce qui s'est traduit par un capital additionnel de 27 M\$ en actions privilégiées de catégorie A, série 29, réduisant ainsi le capital des actions privilégiées de catégorie A, série 28 de 10 M\$. Après la fin du trimestre, le 1^{er} mai 2005, date de conversion finale, 427 435 actions privilégiées de catégorie A, série 28 additionnelles ont été converties en actions privilégiées de catégorie A, série 29, entraînant un capital additionnel pour les actions privilégiées de catégorie A, série 29 de 11 M\$, de même qu'une réduction de 4 M\$ du capital des actions privilégiées de catégorie A, série 28. Le capital-actions libéré pour les actions privilégiées de catégorie A, séries 28 et 29 a totalisé respectivement 0,2 M\$ et 331 M\$.

Le 10 mars 2005, nous avons émis 16 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 30 à dividende non cumulatif de 4,80 % à un prix par action de 25,00 \$, pour une contrepartie totale de 400 M\$.

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du BSIF. Nos ratios de fonds propres et les ratios actif/fonds propres étaient les suivants :

	30 avril	31 octobre
<i>en millions de dollars, à ces dates</i>	2005	2004
Fonds propres de première catégorie	12 709 \$	12 167 \$
Total des fonds propres réglementaires	15 852	14 885
Ratio des fonds propres de première catégorie	10,7 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	13,4 %	12,8 %
Ratio actif/fonds propres	17,5x	17,9x

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

<i>non vérifié, en millions de dollars</i>	<i>Pour les trimestres terminés les</i>			<i>Pour les semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril¹ 2004	30 avril 2005	30 avril¹ 2004
Revenus d'intérêts					
Prêts	1 854 \$	1 912 \$	1 853 \$	3 766 \$	3 809 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	269	216	120	485	252
Valeurs mobilières	529	544	463	1 073	983
Dépôts auprès d'autres banques	78	72	33	150	64
	2 730	2 744	2 469	5 474	5 108
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 036	981	823	2 017	1 685
Autres passifs	399	370	314	769	627
Titres secondaires	57	57	48	114	98
Passif des porteurs d'actions privilégiées (notes 1 et 5)	14	14	24	28	47
	1 506	1 422	1 209	2 928	2 457
Revenu net d'intérêts	1 224	1 322	1 260	2 546	2 651
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	159	178	207	337	362
	1 065	1 144	1 053	2 209	2 289
Revenu autre que d'intérêts					
Commissions de prise ferme et honoraires de consultation	200	223	252	423	466
Frais sur les dépôts et les paiements	194	200	181	394	362
Commissions sur crédit	76	82	85	158	160
Honoraires d'administration des cartes	74	88	94	162	190
Honoraires de gestion de placements et de garde	101	97	96	198	180
Revenu tiré des fonds communs de placement	168	166	156	334	303
Revenu tiré des assurances	61	73	25	134	74
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	239	218	252	457	484
Activités de négociation	130	157	226	287	416
Gains sur valeurs du compte de placement, montant net	37	32	88	69	101
Revenu tiré des actifs titrisés	81	67	47	148	81
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	71	56	49	127	140
Divers (note 2)	164	298	216	462	360
	1 596	1 757	1 767	3 353	3 317
	2 661	2 901	2 820	5 562	5 606
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	1 055	1 054	1 174	2 109	2 297
Frais d'occupation	157	159	163	316	298
Matériel informatique et matériel de bureau	293	271	279	564	550
Communications	82	86	81	168	163
Publicité et expansion des affaires	68	65	71	133	127
Honoraires professionnels	86	68	72	154	112
Taxes d'affaires et impôts et taxes sur le capital	33	31	35	64	62
Divers	258	167	199	425	408
	2 032	1 901	2 074	3 933	4 017
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	629	1 000	746	1 629	1 589
Charge d'impôts	176	283	238	459	494
	453	717	508	1 170	1 095
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	13	10	1	23	2
Bénéfice net	440 \$	707 \$	507 \$	1 147 \$	1 093 \$
Résultat par action (en dollars) (note 8)					
- De base	1,21 \$	1,96 \$	1,35 \$	3,18 \$	2,90 \$
- Dilué	1,20 \$	1,94 \$	1,33 \$	3,14 \$	2,86 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,65 \$	0,65 \$	0,50 \$	1,30 \$	1,00 \$

1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de l'adoption de modifications au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», le 1^{er} novembre 2004. Au quatrième trimestre de 2004, nous avons reclassé les placements à la valeur de consolidation des valeurs du compte de placement dans les autres actifs. Ce réalignement s'est aussi traduit par le reclassement de postes correspondants de l'état des résultats.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

BILANS CONSOLIDÉS

<i>non vérifié, en millions de dollars, aux</i>	30 avril 2005	31 oct. ¹ 2004
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 279 \$	1 374 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	10 823	10 829
Valeurs mobilières		
Compte de placement	15 572	15 517
Compte de négociation	58 524	51 799
	74 096	67 316
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	20 393	18 165
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	74 520	72 592
Particuliers	27 129	26 311
Cartes de crédit	8 012	8 689
Entreprises et gouvernements	31 367	31 737
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 732)	(1 825)
	139 296	137 504
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	21 752	23 710
Engagements de clients en vertu d'acceptations	5 428	4 778
Terrains, bâtiments et matériel	2 173	2 107
Écart d'acquisition	947	1 055
Autres actifs incorporels	205	244
Autres actifs	11 318	11 682
	41 823	43 576
	287 710 \$	278 764 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	73 417 \$	72 049 \$
Entreprises et gouvernements	112 436	106 705
Banques	10 631	11 823
	196 484	190 577
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	21 553	23 990
Acceptations	5 431	4 778
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	16 230	12 220
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	14 415	16 790
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales ²	1 000	39
Autres passifs ²	14 770	13 258
	73 399	71 075
Titres secondaires	3 915	3 889
Passif au titre des actions privilégiées (notes 1 et 5)	1 052	1 043
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 6)	2 375	1 783
Actions ordinaires (note 6)	2 943	2 969
Surplus d'apport	58	59
Écart de conversion	(296)	(376)
Bénéfices non répartis	7 780	7 745
	12 860	12 180
	287 710 \$	278 764 \$

1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de l'adoption de modifications au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», le 1^{er} novembre 2004.

2) Les intérêts liés à la part des actionnaires sans contrôle, auparavant classés dans les autres actifs, ont été reclassés.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

<i>non vérifié, en millions de dollars</i>	<i>Pour les trimestres terminés les</i>			<i>Pour les semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril ¹ 2004	30 avril 2005	30 avril ¹ 2004
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	1 958 \$	1 783 \$	1 650 \$	1 783 \$	1 650 \$
Émission d'actions privilégiées (note 6)	427	293	-	720	-
Conversion d'actions privilégiées (note 6)	(10)	(118)	-	(128)	-
Solde à la fin de la période	2 375 \$	1 958 \$	1 650 \$	2 375 \$	1 650 \$
Action ordinaires					
Solde au début de la période	2 949 \$	2 969 \$	2 980 \$	2 969 \$	2 950 \$
Émission d'actions ordinaires (note 6)	29	35	71	64	119
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 6)	(24)	(62)	(52)	(86)	(70)
Actions de trésorerie	(11)²	7 ²	21	(4)	21
Solde à la fin de la période	2 943 \$	2 949 \$	3 020 \$	2 943 \$	3 020 \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	59 \$	59 \$	61 \$	59 \$	50 \$
Charge au titre des options sur actions	(2)	(3)	3	(5)	6
Options sur actions exercées	2	2	(3)	4	(5)
Prime (escompte) nette sur les actions de trésorerie	(1)	1	(4)	-	6
Solde à la fin de la période	58 \$	59 \$	57 \$	58 \$	57 \$
Écarts de conversion					
Solde au début de la période	(327) \$	(376) \$	(181) \$	(376) \$	(180) \$
Gains (pertes) de change découlant de placements dans les filiales et autres	217	287	560	504	642
(Pertes) gains de change découlant des opérations de couverture	(294)	(379)	(768)	(673)	(890)
Économie (charge) d'impôts	108	141	270	249	309
Solde à la fin de la période	(296) \$	(327) \$	(119) \$	(296) \$	(119) \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	7 764 \$	7 745 \$	7 862 \$	7 745 \$	7 607 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	-	10 ³	-	10	-
Solde au début de la période, après retraitement	7 764	7 755	7 862	7 755	7 607
Bénéfice net	440	707	507	1 147	1 093
Dividendes					
Sur actions privilégiées	(28)	(28)	(24)	(56)	(50)
Sur actions ordinaires	(221)	(226)	(179)	(447)	(360)
Prime de rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 6)	(182)	(444)	(376)	(626)	(501)
Divers	7	-	15	7	16
Solde à la fin de la période	7 780 \$	7 764 \$	7 805 \$	7 780 \$	7 805 \$
Capitaux propres à la fin de la période	12 860 \$	12 403 \$	12 413 \$	12 860 \$	12 413 \$

1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de l'adoption de modifications au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», le 1^{er} novembre 2004.

2) Certaines fiducies de rémunération ayant des actifs et des passifs sous forme d'actions ordinaires de la Banque CIBC totalisant environ 655 M\$ au 30 avril 2005 (612 M\$ au 31 janvier 2005) ont été compensés. Se reporter à la note 4 pour en savoir davantage.

3) Représente l'incidence de la mise en œuvre de la note d'orientation concernant la comptabilité (NOC) 15 de l'ICCA, «Consolidation d'entités à détenteurs de droits variables». Se reporter à la note 1 pour en savoir davantage.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>non vérifié, en millions de dollars</i>	<i>Pour les trimestres terminés les</i>			<i>Pour les semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril ¹ 2004	30 avril 2005	30 avril ¹ 2004
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	440 \$	707 \$	507 \$	1 147 \$	1 093 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	159	178	207	337	362
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	55	54	73	109	135
Amortissement des actifs incorporels	3	3	4	6	8
Rémunération à base d'actions	13	(10)	9	3	38
Réduction des frais de restructuration, montant net	-	-	(5)	-	(5)
Impôts futurs	28	103	57	131	72
Gains sur valeurs du compte de placement, montant net	(37)	(32)	(88)	(69)	(101)
Gains sur désinvestissements	-	(115)	-	(115)	-
Pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	-	15	-	13
Variation des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	(53)	62	87	9	173
Intérêts courus à payer	149	(15)	(39)	134	147
Montants à recevoir sur contrats dérivés	1 091	870	1 519	1 961	(1 108)
Montants à payer sur contrats dérivés	(839)	(1 636)	(2 002)	(2 475)	376
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(3 593)	(1 768)	258	(5 361)	(440)
Impôts exigibles	27	(79)	(113)	(52)	(2 246)
Paiements de restructuration	-	-	(6)	-	(37)
Produit de l'assurance reçu	-	-	-	-	11
Divers, montant net	543	(904)	1 077	(361)	362
	(2 014)	(2 582)	1 560	(4 596)	(1 147)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	3 183	2 724	2 423	5 907	7 507
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	848	3 162	(2 433)	4 010	1 415
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, montant net	(2 147)	(228)	2 124	(2 375)	(296)
Remboursement de titres secondaires	-	-	(86)	-	(86)
Émission d'actions privilégiées, déduction faite des conversions ²	417	175	-	592	-
Émissions d'actions ordinaires	29	35	71	64	119
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(206)	(506)	(428)	(712)	(571)
Produit net tiré des actions de trésorerie vendues/achetées	(11)	7	21	(4)	21
Dividendes	(249)	(254)	(203)	(503)	(410)
Divers, montant net	155	231	(154)	386	(271)
	2 019	5 346	1 335	7 365	7 428
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	129	(123)	(2 272)	6	(3 548)
Prêts, déduction faite des remboursements	(2 403)	(3 152)	(4 322)	(5 555)	(5 878)
Produit des titrisations	1 931	2 743	1 623	4 674	3 985
Achat de valeur du compte de placement	(1 920)	(2 401)	(2 480)	(4 321)	(6 827)
Produit de la vente de valeurs du compte de placement	953	2 787	2 811	3 740	5 384
Produit à l'échéance de valeurs du compte de placement	369	268	1 081	637	1 551
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, montant net	1 031	(3 259)	483	(2 228)	(1 340)
Produit de désinvestissements	-	347	-	347	-
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(88)	(89)	(63)	(177)	(91)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	1	1	-	2	2
	3	(2 878)	(3 139)	(2 875)	(6 762)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	4	7	13	11	16
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	12	(107)	(231)	(95)	(465)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 267	1 374	1 359	1 374	1 593
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 279 \$	1 267 \$	1 128 \$	1 279 \$	1 128 \$
Intérêts versés en espèces	1 357 \$	1 437 \$	1 248 \$	2 794 \$	2 310 \$
Impôts sur les bénéfices payés en espèces	120 \$	259 \$	294 \$	379 \$	2 668 \$

1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de l'adoption de modifications au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», le 1^{er} novembre 2004. Au quatrième trimestre de 2004, nous avons reclassé les placements à la valeur de consolidation des valeurs du compte de placement aux autres actifs. Cette modification a aussi entraîné le reclassement des éléments connexes de l'état des résultats.

2) Comprend l'émission de 27 M\$ d'actions privilégiées de catégorie A, série 29 (293 M\$ au premier trimestre de 2005) (soit une tranche de 10 M\$ (118 M\$ au premier trimestre de 2005) au titre de la conversion d'actions privilégiées de catégorie A, série 28 et une autre de 17 M\$ (175 M\$ au premier trimestre de 2005) au comptant à l'exercice de bons de souscription, série 29).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉ)

1. Conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales ci-désignée, (la «CIBC») ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, figurant aux pages 104 à 155 de la Reddition de comptes annuelle de 2004. Les autres conventions appliquées et informations fournies sont les suivantes :

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables», qui donne un cadre de référence permettant

d'identifier les entités à détenteurs de droits variables («EDDV») et exige que le principal bénéficiaire consolide une EDDV. Le bénéficiaire principal est l'entreprise qui absorbe la majorité des pertes prévues de l'EDDV ou qui reçoit la majeure partie de ses rendements résiduels prévus, ou les deux. Cette modification de convention comptable a entraîné l'imputation, au 1^{er} novembre 2004, d'un crédit après impôts aux bénéficiaires non répartis de 10 M\$ (21 M\$ avant impôts), soit l'écart entre le montant net ajouté au bilan consolidé et le montant de tout droit préalablement constaté dans les entités nouvellement consolidées. Se reporter à la note 4 pour en savoir davantage sur cette note d'orientation et l'incidence de son adoption.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté rétroactivement les modifications au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». La norme modifiée prévoit que les actions privilégiées convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires au gré du porteur soient présentées au passif plutôt qu'aux capitaux propres et que les paiements de dividendes et la prime de rachat découlant de ces actions privilégiées soit comptabilisés comme intérêts débiteurs dans les états consolidés des résultats. L'incidence de la modification est détaillée ci-après.

BILANS CONSOLIDÉS

<i>non vérifié, en millions de dollars, aux</i>	30 avril 2005	31 oct. 2004
Augmentation du passif au titre des actions privilégiées	1 052 \$	1 043 \$
Diminution des actions privilégiées comprises dans les capitaux propres	(1 052) \$	(1 043) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

<i>non vérifié, en millions de dollars</i>	<i>Pour les trimestres terminés les</i>			<i>Pour les semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Augmentation des frais d'intérêts	14 \$	14 \$	24 \$	28 \$	47 \$
Diminution du bénéfice net	14	14	24	28	47
Diminution des dividendes sur actions privilégiées	14	14	24	28	47
Diminution des primes sur actions privilégiées	-	-	-	-	-
Incidence sur le bénéfice net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Incidence sur le résultat par action (de base et dilué)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

2. Cession

Le 1^{er} décembre 2004, nous avons vendu Juniper Financial Corp. («Juniper»), société américaine de cartes de crédit, à Barclays Bank PLC pour une contrepartie brute de 293 M\$ US et constaté un gain de 115 M\$ (64 M\$ après impôts),

qui est inclus dans le Revenu autre que d'intérêts – Divers. Avant la vente, nous détenions une participation de 98 % dans Juniper, les 2 % résiduels étant détenus par la haute direction. La vente n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

3. Provision pour pertes sur créances

en millions de dollars, pour les trimestres terminés les	30 avril 2005			31 janvier 2005			30 avril 2004		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	773 \$	1 025 \$	1 798 \$	803 \$	1 025 \$	1 828 \$	852 \$	1 100 \$	1 952 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	159	-	159	178	-	178	207	-	207
Radiations	(258)	-	(258)	(235)	-	(235)	(208)	-	(208)
Recouvrements	30	-	30	37	-	37	39	-	39
Gain ou perte de change et autres rajustements	5	-	5	(10)	-	(10)	2	-	2
Solde à la fin de la période	709 \$	1 025 \$	1 734 \$	773 \$	1 025 \$	1 798 \$	892 \$	1 100 \$	1 992 \$
Composition :									
Prêts	707 \$	1 025 \$	1 732 \$	771 \$	1 025 \$	1 796 \$	889 \$	1 100 \$	1 989 \$
Lettres de crédit ¹	2	-	2	2	-	2	1	-	1
Substituts de prêts ²	-	-	-	-	-	-	2	-	2

en millions de dollars, pour les semestres terminés les	30 avril 2005			30 avril 2004		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	803 \$	1 025 \$	1 828 \$	856 \$	1 100 \$	1 956 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	337	-	337	362	-	362
Radiations	(493)	-	(493)	(423)	-	(423)
Recouvrements	67	-	67	94	-	94
Gain ou perte de change et autres ajustements	(5)	-	(5)	3	-	3
Solde à la fin de la période	709 \$	1 025 \$	1 734 \$	892 \$	1 100 \$	1 992 \$
Composition :						
Prêts	707 \$	1 025 \$	1 732 \$	889 \$	1 100 \$	1 989 \$
Lettres de crédit ¹	2	-	2	1	-	1
Substituts de prêts ²	-	-	-	2	-	2

1) Comprise dans les autres passifs.

2) Comprise dans les valeurs mobilières.

4. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations

Prêts hypothécaires à l'habitation

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Le gain net à la vente est constaté dans le revenu tiré des actifs titrisés. Nous continuons d'assumer la responsabilité

de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus. Aucune perte sur créances n'est prévue, car les prêts hypothécaires sont garantis. Le tableau suivant résume notre activité de titrisation :

en millions de dollars	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Titrisés	1 930 \$	2 841 \$	1 525 \$	4 771 \$	4 075 \$
Vendus	1 391	2 758	1 627	4 149	3 951
Produit net au comptant	1 388	2 743	1 623	4 131	3 928
Droits conservés	26	70	44	96	92
Gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération	9	- ¹	24	9	24
Hypothèses :					
Taux de remboursement anticipé	12,0 - 39,0 %	12,0 - 39,0 %	12,0 - 40,0 %	12,0 - 39,0 %	12,0 - 40,0 %
Taux d'actualisation	2,6 - 3,9 %	2,6 - 4,2 %	2,5 - 4,0 %	2,6 - 4,2 %	2,5 - 4,3 %
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

1) Négligeable.

s.o. Sans objet car ces prêts hypothécaires sont garantis.

Cartes de crédit

Nous titrisons des créances de cartes de crédit par l'entremise d'une fiducie qui émet des valeurs mobilières. Nous continuons d'assumer la responsabilité de l'administration des créances titrisées sur cartes de crédit et

constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus. Voici un sommaire de nos activités de titrisation. Aucune activité de titrisation n'a eu lieu au cours du trimestre précédent ni au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<i>en millions de dollars</i>	<i>Pour les trimestres terminés les</i>	<i>Pour les semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005¹	30 avril 2005¹	30 avril 2004
Titrisés et vendus	543 \$	543 \$	56 \$
Produit net au comptant	543	543	57
Droits conservés	4	4	- 2
Gain à la vente	4	4	- 2
Hypothèses :			
Taux de remboursement anticipé (mensuel)	44,3 %	44,3 %	23,4 %
Taux d'actualisation	9,0 %	9,0 %	12,0 %
Pertes sur créances prévues	3,7 %	3,7 %	6,8 %

1) Nous avons acheté 43 M\$ d'effets subordonnés émis par la fiducie à la valeur nominale.

2) Négligeable.

Entités à détenteurs de droits variables

Comme l'explique la note 1, le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté la NOC-15 de l'ICCA, «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables». Nous sommes considérés le bénéficiaire principal de certaines EDDV dont les actifs totaux s'élevaient à environ 2,7 G\$ au 30 avril 2005. La consolidation de ces EDDV s'est traduite par une augmentation des actifs et des passifs d'environ 2,5 G\$. Les actifs sur lesquels s'appuient les obligations des EDDV consolidées comprennent des prêts hypothécaires à l'habitation de 1,2 G\$ et des valeurs du compte de négociation de 1,3 G\$. Ces valeurs du compte de négociation comprennent des instruments de placement de 954 M\$, gérés par certains de nos employés, qui effectuent des placements privés en actions, et un montant de 357 M\$ relatif à des opérations qui modifient les flux de trésorerie de fiducies gérées par des gestionnaires tiers afin de créer des placements offrant des profils de risque précis. Les investisseurs dans les EDDV consolidées n'ont de recours qu'envers les actifs des EDDV et non envers notre crédit général, sauf dans les cas où nous avons fourni des concours de trésorerie, ou des améliorations des termes du crédit, ou si nous agissons à titre de contrepartie dans des opérations de dérivés avec l'EDDV.

Nous sommes considérés comme le principal bénéficiaire de certaines fiducies de rémunération dont les actifs s'élevaient à environ 655 M\$ au 30 avril 2005. Toutefois, la consolidation de ces fiducies n'a pas une incidence importante étant donné que les actifs (actions de la CIBC) et le passif (soit l'obligation d'offrir des actions de la CIBC aux participants) des fiducies se neutralisent l'un et l'autre dans la section sur les actions ordinaires du bilan consolidé.

5. Passif au titre des actions privilégiées

Comme le décrit la note 1, le 1^{er} novembre 2004, certaines actions privilégiées ont été reclassées au passif compte tenu de l'adoption du chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». L'information des périodes précédentes a aussi été reclassée.

EDDV non consolidées

Nous détenons des droits variables importants dans des EDDV qui ne sont pas consolidées, puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. Nous pouvons fournir à ces EDDV des concours de trésorerie, détenir leurs effets et agir comme contrepartie à des contrats de dérivés.

Ces EDDV comprennent plusieurs fonds multicédants du Canada que nous administrons et des titres adossés à des créances avec flux groupés pour lesquels nous sommes les agents de structuration et de placement. En outre, nous pouvons gérer les garanties au nom des investisseurs. Au 30 avril 2005, les actifs de ces EDDV s'élevaient à environ 22,7 G\$.

Notre risque maximal de perte résultant de notre engagement envers ces EDDV était d'environ 16 G\$ au 30 avril 2005. À cette fin, le risque maximal de perte représente le notionnel des concours de trésorerie et la valeur comptable de nos placements dans ces EDDV. Les pertes réelles pouvant découler de ce risque ne devraient pas être importantes. Les risques font l'objet d'un suivi et sont gérés dans le cadre de nos processus de gestion des risques.

Notre risque existant dans des opérations sur dérivés avec les EDDV est reflété dans les états financiers consolidés, puisque la juste valeur des contrats dérivés est constatée dans les autres actifs ou les autres passifs, et que les variations de la juste valeur sont constatées dans le revenu autre que d'intérêts.

Nous continuons d'assurer le suivi des développements qui pourraient influencer sur notre interprétation courante de la NOC-15.

PASSIF AU TITRE DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Aux	30 avril 2005		31 octobre 2004	
	Actions en circulation		Actions en circulation	
	Nombre d'actions	En millions de dollars	Nombre d'actions	En millions de dollars
Actions privilégiées de catégorie A¹				
Actions à taux fixe à dividendes non cumulatifs				
Série 19	8 000 000	200 \$	8 000 000	200 \$
Série 20	4 000 000	126	4 000 000	121
Série 21	8 000 000	200	8 000 000	200
Série 22	4 000 000	126	4 000 000	122
Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400
		1 052 \$		1 043 \$

1) Les droits et privilèges des actions privilégiées de catégorie A sont décrits à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de 2004.

6. Capital-actions

Le 22 décembre 2004, la Bourse de Toronto a accepté notre avis d'intention en vue du renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Les achats faits en vertu de cette nouvelle offre ont commencé le 24 décembre 2004 et prendront fin au plus tôt à la date de clôture de l'offre, à la date des achats ou le 23 décembre 2005. Conformément à cette offre, nous pouvons de temps à autre acheter en vue de les annuler jusqu'à 17 millions d'actions ordinaires.

Pendant le trimestre, nous avons racheté et annulé près de 2,8 millions d'actions ordinaires (10,0 millions d'actions ordinaires pour le semestre terminé le 30 avril 2005) pour une contrepartie totale de 206 M\$ (712 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2005).

Au cours du trimestre, nous avons émis près de 0,6 million d'actions ordinaires (1,3 million d'actions ordinaires pour le semestre terminé le 30 avril 2005) pour 29 M\$ (64 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2005), en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Le 1^{er} novembre 2004, 11,7 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 28, ont été converties en actions privilégiées de catégorie A, série 29, en même temps que l'exercice du même nombre de bons de souscription, série 29, et le versement de 15,00 \$ par bon

de souscription, pour un capital total de 293 M\$ au titre des actions privilégiées de catégorie A, série 29. Les actions privilégiées de catégorie A, série 28 converties ont été annulées entraînant la réduction de 118 M\$ du capital de cette série. Le 1^{er} février 2005, 1,1 million d'actions privilégiées de catégorie A, série 28 supplémentaires ont aussi été converties en actions privilégiées de catégorie A, série 29, ce qui s'est traduit par un capital additionnel de 27 M\$ en actions privilégiées de catégorie A, série 29, réduisant ainsi le capital des actions privilégiées de catégorie A, série 28 de 10 M\$. Après la fin du trimestre, le 1^{er} mai 2005, date de conversion finale, 427 435 actions privilégiées de catégorie A, série 28 additionnelles ont été converties en actions privilégiées de catégorie A, série 29, entraînant un capital additionnel pour les actions privilégiées de catégorie A, série 29 de 11 M\$, de même qu'une réduction de 4 M\$ du capital des actions privilégiées de catégorie A, série 28. Le capital-actions libéré pour les actions privilégiées de catégorie A, séries 28 et 29 a totalisé respectivement 0,2 M\$ et 331 M\$.

Le 10 mars 2005, nous avons émis 16 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 30 à dividende non cumulatif de 4,80 % à un prix par action de 25,00 \$, pour une contrepartie totale de 400 M\$.

Aux	30 avril 2005		31 octobre 2004	
	Actions en circulation		Actions en circulation	
	Nombre d'actions	En millions de dollars	Nombre d'actions	En millions de dollars
Actions privilégiées de catégorie A¹				
Actions à taux fixe à dividendes non cumulatifs				
Série 18	12 000 000	300 \$	12 000 000	300 \$
Série 24	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 25	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 26	10 000 000	250	10 000 000	250
Série 27	12 000 000	300	12 000 000	300
Série 28	445 093	5	13 250 000	133
Série 29	12 804 907	320	-	-
Série 30	16 000 000	400	-	-
		2 375 \$		1 783 \$
Actions ordinaires	338 729 861	2 943 \$	347 488 472	2 969 \$
Options sur actions en cours	12 513 328		13 424 875	

1) Les droits et privilèges des actions privilégiées de catégorie A sont décrits à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de 2004.

7. Charge au titre des avantages sociaux futurs

La charge au titre des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs est comptabilisée comme suit :

<i>en millions de dollars</i>	<i>Pour les trimestres terminés les</i>			<i>Pour les semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Charge au titre des régimes à prestations déterminées					
Régimes de retraite	40 \$	37 \$	42 \$	77 \$	78 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	14	17	21	31	49
	54 \$	54 \$	63 \$	108 \$	127 \$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	5 \$	4 \$	4 \$	9 \$	9 \$
Régimes de retraite gouvernementaux	22	22	21	44	44
	27 \$	26 \$	25 \$	53 \$	53 \$

8. Résultat par action

<i>en millions de dollars (sauf les montants par action)</i>	<i>Pour les trimestres terminés les</i>			<i>Pour les semestres terminés les</i>	
	30 avril 2005	31 janv. 2005	30 avril 2004 ¹	30 avril 2005	30 avril 2004 ¹
Résultat de base par action					
Bénéfice net	440 \$	707 \$	507 \$	1 147 \$	1 093 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(28)	(28)	(24)	(56)	(50)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	412 \$	679 \$	483 \$	1 091 \$	1 043 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (<i>en milliers</i>)	340 461	346 269	358 895	343 413	359 950
Résultat de base par action	1,21 \$	1,96 \$	1,35 \$	3,18 \$	2,90 \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	412 \$	679 \$	483 \$	1 091 \$	1 043 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (<i>en milliers</i>)	340 461	346 269	358 895	343 413	359 950
Ajouter : options sur actions pouvant être exercées ² (<i>en milliers</i>)	3 828	3 932	4 230	3 881	4 203
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation ³ (<i>en milliers</i>)	344 289	350 201	363 125	347 294	364 153
Résultat dilué par action	1,20 \$	1,94 \$	1,33 \$	3,14 \$	2,86 \$

1) Certains chiffres comparatifs ont été retraités pour tenir compte de l'adoption de modifications au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », le 1^{er} novembre 2004.

2) Ne tiennent pas compte du nombre moyen de 675 671 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 73,10 \$ et du nombre moyen de 452 562 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 73,10 \$, respectivement, pour les trimestres terminés les 30 avril 2005 et 31 janvier 2005, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC. Il n'y avait aucune option en cours pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 dont les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC. Sont aussi exclus un nombre moyen de 225 555 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$, un nombre moyen de 225 555 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$ et un nombre moyen de 264 333 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$, respectivement, pour les trimestres terminés les 30 avril 2005, 31 janvier 2005 et 30 avril 2004, car ces options sont des options axées sur le rendement et que le critère d'acquisition de ces options n'avait pas été satisfait.

3) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

9. Éventualités

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Dans certains cas, des réclamations en dommages-intérêts considérables sont déposées contre la CIBC et ses filiales. Il est difficile de prévoir l'issue de ces poursuites, mais, en nous fondant sur nos connaissances

actuelles et des avis juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, considérées individuellement ou collectivement, aura une incidence défavorable sur notre bilan consolidé. Cependant, l'issue de certaines poursuites peut influencer sur nos résultats d'exploitation au cours d'une période donnée. Nous évaluons régulièrement le caractère adéquat du montant comptabilisé par la CIBC pour ces questions.

Fonds de couverture

La Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et le bureau du procureur général de l'État de New York (le «NYAG») mènent actuellement une enquête sur la CIBC et sur les services de financement et de courtage fournis à certains fonds de couverture participant à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement. En février 2004, la SEC a déposé une procédure civile et le NYAG, une plainte criminelle, contre un ancien employé de la CIBC pour son rôle dans l'obtention de sources de financement par l'entremise de la CIBC pour des fonds de couverture recourant à des pratiques illicites d'anticipation du marché et de transactions post-clôture sur fonds communs de placement, ce dont, selon les allégations, il avait connaissance. Nous collaborons et continuerons de collaborer à ces enquêtes et à d'autres enquêtes connexes. Par ailleurs, deux filiales de la CIBC sont désignées comme défenderesses dans quelques recours collectifs, intentés au nom des porteurs de parts de diverses familles de fonds communs de placement, alléguant que la CIBC savait, ou a négligé de tenir compte, que des fonds de couverture qu'elle finançait s'adonnaient à des pratiques malhonnêtes d'anticipation du marché et de transactions post-clôture sur fonds communs de placement. Pendant le premier trimestre de 2004, nous avons constitué une provision de 50 M\$ relativement aux questions découlant de ces enquêtes. Il est difficile de prévoir le résultat de ces enquêtes; toutefois, à la lumière des discussions en cours avec la SEC et le NYAG, nous avons augmenté ce montant de 75 M\$ au cours du trimestre. La provision a été répartie uniformément entre Gestion des avoirs CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Il est possible que des provisions additionnelles soient requises dans le futur. Nous continuerons à ajuster ce montant et son incidence fiscale dès que nous aurons plus d'information.

Enron

Aux États-Unis, la CIBC et certaines de ses sociétés affiliées (collectivement «la CIBC») ont été désignées comme défenderesses dans diverses poursuites liées à Enron. Au nombre de ces poursuites figure l'affaire *Newby et al. c. Enron Corp. et al.*, recours collectif présumé pour le compte des actionnaires d'Enron contre plusieurs institutions financières, les comptables et avocats d'Enron et un certain nombre d'initiés d'Enron alléguant la participation à un stratagème frauduleux en contravention des lois fédérales américaines en matière de valeurs mobilières et de diverses lois étatiques. De plus, la CIBC est défenderesse dans un certain nombre de causes connexes intentées devant divers tribunaux américains par des acquéreurs de titres d'Enron et fondées sur des

allégations semblables. La CIBC est aussi mise en cause dans plusieurs poursuites intentées par des investisseurs d'Enron contre Arthur Andersen LLP, la société d'experts comptables d'Enron, laquelle a mis en cause un certain nombre d'institutions financières, dont la CIBC, demandant que les banques soient appelées à contribuer si la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandeurs était reconnue. Dans le cadre de la procédure de faillite d'Enron, celle-ci a déposé une plainte contre six institutions financières, dont la CIBC, demandant entre autres le rejet des réclamations de la CIBC dans le cadre de la faillite ainsi que des dommages-intérêts indéterminés pour avoir prétendument aidé et provoqué les initiés d'Enron dans leur fraude et manquement aux devoirs fiduciaires et pour coalition illégale. Nous avons l'intention de toutes les contester vigoureusement. Au quatrième trimestre de 2004, nous avons enregistré un passif de 300 M\$ en plus de notre couverture d'assurance pour les litiges relativement à Enron. Comme nous ne pouvons pas estimer la perte éventuelle de façon raisonnable, il est possible que des provisions additionnelles soient requises dans l'avenir et que ces montants aient des répercussions importantes sur nos résultats d'exploitation pendant une période donnée, mais nous ne nous attendons pas à une incidence très négative sur le bilan consolidé de la CIBC.

10. Informations sectorielles

La CIBC compte trois secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC, Gestion des avoirs CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Expansion de l'entreprise, Finance, Technologie et opérations, et Trésorerie et Gestion du bilan et du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont incluses dans Siège social et autres. Leurs revenus, frais et ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Le 11 avril 2005, nous avons annoncé une nouvelle structure organisationnelle consistant en la fusion de certaines unités de Gestion des avoirs CIBC, notamment Service Impérial, Gestion privée de patrimoine et la gamme de produits CPG à Marchés de détail CIBC. Le mode de présentation de nos activités n'a pas été modifié au cours du trimestre. Nous n'avons pas encore déterminé quel format serait dorénavant utilisé.

RÉSULTATS SECTORIELS

		Marchés de détail CIBC	Gestion des avoirs CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total Banque CIBC
<i>en millions de dollars, pour les trimestres terminés les</i>						
30 avril 2005	Revenu net d'intérêts	948 \$	119 \$	99 \$	58 \$	1 224 \$
	Revenu autre que d'intérêts	516	442	588	50	1 596
	Revenu intersectoriel¹	(156)	102	55	(1)	-
	Total des revenus	1 308	663	742	107	2 820
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	7	(9)	(1)	159
	Amortissement²	18	5	6	29	58
	Frais autres que d'intérêts	741	518	585	130	1 974
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	387	133	160	(51)	629
	Impôts sur les bénéfices	124	55	22	(25)	176
	Part des actionnaires sans contrôle	-	-	23	(10)	13
	Bénéfice net (perte nette)	263 \$	78 \$	115 \$	(16) \$	440 \$
	Actif moyen³	165 278 \$	20 310 \$	101 659 \$	555 \$	287 802 \$
31 janv. 2005	Revenu net d'intérêts	1 004 \$	124 \$	137 \$	57 \$	1 322 \$
	Revenu autre que d'intérêts	617	419	556	165	1 757
	Revenu intersectoriel ¹	(166)	110	56	-	-
	Total des revenus	1 455	653	749	222	3 079
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	185	9	(17)	1	178
	Amortissement ²	19	4	6	28	57
	Frais autres que d'intérêts	752	470	539	83	1 844
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	499	170	221	110	1 000
	Impôts sur les bénéfices	135	56	46	46	283
	Part des actionnaires sans contrôle	-	-	2	8	10
	Bénéfice net	364 \$	114 \$	173 \$	56 \$	707 \$
	Actif moyen ³	164 252 \$	19 762 \$	103 745 \$	529 \$	288 288 \$
30 avril 2004⁴	Revenu net d'intérêts	966 \$	120 \$	119 \$	55 \$	1 260 \$
	Revenu autre que d'intérêt	424	430	843	70	1 767
	Revenu intersectoriel ¹	(150)	100	50	-	-
	Total des revenus	1 240	650	1 012	125	3 027
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	199	8	(9)	9	207
	Amortissement ²	30	5	8	34	77
	Frais autres que d'intérêts	708	495	662	132	1 997
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	303	142	351	(50)	746
	Impôts sur les bénéfices	104	46	98	(10)	238
	Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	1	1
	Bénéfice net (perte nette)	199 \$	96 \$	253 \$	(41) \$	507 \$
	Actif moyen ³	161 056 \$	20 236 \$	102 198 \$	752 \$	284 242 \$

RÉSULTATS SECTORIELS

	Marchés de détail CIBC	Gestion des avoirs CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total Banque CIBC
<i>en millions de dollars, pour les semestres terminés les</i>					
30 avril 2005					
Revenu net d'intérêts	1 952 \$	243 \$	236 \$	115 \$	2 546 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 133	861	1 144	215	3 353
Revenu intersectoriel ¹	(322)	212	111	(1)	-
Total des revenus	2 763	1 316	1 491	329	5 899
Dotation à la provision pour pertes sur créances	347	16	(26)	-	337
Amortissement ²	37	9	12	57	115
Frais autres que d'intérêts	1 493	988	1 124	213	3 818
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	886	303	381	59	1 629
Impôts sur les bénéfices	259	111	68	21	459
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	25	(2)	23
Bénéfice net	627 \$	192 \$	288 \$	40 \$	1 147 \$
Actif moyen³	164 756 \$	20 031 \$	102 720 \$	542 \$	288 049 \$
30 avril 2004⁴					
Revenu net d'intérêts	1 995 \$	252 \$	276 \$	128 \$	2 651 \$
Revenu autre que d'intérêts	879	815	1 489	134	3 317
Revenu intersectoriel ¹	(309)	206	105	(2)	-
Total des revenus	2 565	1 273	1 870	260	5 968
Dotation à la provision pour pertes sur créances	361	12	(24)	13	362
Amortissement ²	58	10	12	63	143
Frais autres que d'intérêts	1 430	958	1 253	233	3 874
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	716	293	629	(49)	1 589
Impôts sur les bénéfices	240	107	188	(41)	494
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	2	2
Bénéfice net (perte nette)	476 \$	186 \$	441 \$	(10) \$	1 093 \$
Actif moyen³	160 822 \$	20 016 \$	101 309 \$	724 \$	282 871 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et parce que c'est la mesure examinée par la direction. L'actif moyen de Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises de CIBC Mellon, les débetures d'Oppenheimer Holdings Inc. et d'autres actifs moyens non directement attribuables à des secteurs d'activité donnés ne sont pas affectés aux secteurs d'activité.

4) Certains chiffres comparatifs ont été retraités pour tenir compte de l'adoption de modifications au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», le 1^{er} novembre 2004. Au quatrième trimestre de 2004, nous avons reclassé les placements à la valeur de consolidation des valeurs du compte de placement aux autres actifs. Cette modification a aussi entraîné le reclassement des éléments connexes de l'état des résultats

11. Modifications futures de conventions comptables

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures», 1530, «Résultat étendu», et 3251, «Capitaux propres», qui deviendront en vigueur pour la CIBC en date du 1^{er} novembre 2006. Ces normes favoriseront l'harmonisation avec les normes comptables américaines et internationales.

Les normes prévoient que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui devraient être évalués au coût après amortissement. Les changements à la juste

valeur des valeurs détenues à des fins de transaction continueront d'être comptabilisés aux résultats, alors que les changements à la juste valeur des valeurs disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à la sortie de l'actif financier ou jusqu'à sa dépréciation.

De la même façon, les normes exigent que tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur quand ils sont détenus à des fins de transaction ou s'ils sont des dérivés. Les autres passifs financiers devraient être évalués au coût.

Les normes permettent à une entité de désigner un instrument financier, à sa constatation initiale, comme un instrument qu'elle évaluera à sa juste valeur, les gains et les pertes étant constatés dans le bénéfice net au cours de la période au cours de laquelle ils se produisent.

Les dérivés seront classés comme étant détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils soient expressément désignés dans une relation de couverture efficace. Les normes permettent trois types de relations de couverture : couvertures de juste valeur, couvertures de flux de trésorerie et couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Pour les couvertures de juste valeur, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est portée aux résultats en réduction des variations de la juste valeur, attribuée au risque qui est couvert pour l'actif, le passif ou l'engagement ferme sous-jacent. Pour les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est compensée par les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours d'exercices futurs ou à la décomptabilisation de l'investissement net. Lorsqu'un instrument dérivé est désigné comme couverture et que les critères d'efficacité de la couverture sont satisfaits, les résultats peuvent être compensés, mais seulement dans la mesure où la couverture est efficace. L'inefficacité d'une relation de couverture sera comptabilisée aux résultats courants.

Les autres éléments du résultat étendu seront inclus aux bilans consolidés sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et taxes) et comprendront les gains nets non matérialisés sur les valeurs disponibles à la vente, les gains nets non matérialisés sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et pertes de change non matérialisés et les couvertures compensatoires d'un établissement étranger autonome.

Nous sommes en voie d'évaluer l'incidence de l'adoption de ces normes.

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Lors de l'assemblée annuelle du 24 février 2005, les porteurs d'actions ordinaires se sont prononcés sur diverses propositions soumises par la direction et les actionnaires. Le texte intégral de ces propositions est compris dans la circulaire de sollicitation de procurations par la direction datée du 6 janvier 2005, envoyée par la poste aux actionnaires et diffusée dans le site Web de la Banque CIBC. Les résultats des votes s'établissent comme suit :

	POUR	ABSTENTIONS
1. Nomination d'un vérificateur	98,4 %	1,6 %
2. Élection des administrateurs	99,4 %	0,6 %

Les 18 candidats inscrits dans la circulaire de sollicitation de procurations ont été élus administrateurs de la Banque CIBC pour l'exercice ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leur successeur. Les résultats par administrateur sont les suivants :

Candidat	En faveur	Candidat	En faveur
J. H. Bennett	98,8 %	J. A. Grant	98,8 %
G. F. Colter	99,7 %	L.S. Hasenfratz	99,2 %
P. M. Delbridge	99,1 %	J. S. Hunkin	99,3 %
W. L. Duke	99,2 %	J.S. Lacey	92,8 %
I. E. H. Duvar	99,3 %	J. Manley	98,8 %
W. A. Etherington	99,4 %	C. Sirois	99,2 %
A. L. Flood	99,2 %	S. G. Snyder	99,3 %
M. A. Franssen	99,2 %	C.M. Trudell	99,3 %
G. D. Giffin	98,9 %	R. W. Tysoe	99,3 %

	POUR	CONTRE
Le conseil d'administration a recommandé que les actionnaires votent contre chacune des propositions des actionnaires suivantes :		
3. Proposition n° 1 – «Il est proposé que la banque procède à la fermeture de sa ou ses filiales dans les paradis fiscaux.»	1,5 %	98,5 %
4. Proposition n° 2 – «Il est proposé que le conseil d'administration de la banque fixe un plafond salarial pour les hauts dirigeants de la banque et de ses filiales, incluant toute forme de rémunération et avantages.»	4,0 %	96,0 %
5. Proposition n° 3 – «Il est proposé que la Banque CIBC limite à 10 le nombre d'années pendant lesquelles un administrateur indépendant peut siéger au conseil d'administration.»	2,9 %	97,1 %
6. Proposition n° 4 – «Il est proposé que la Banque CIBC instaure le mécanisme du vote cumulatif pour l'élection des membres du conseil d'administration donnant ainsi aux actionnaires minoritaires un rôle beaucoup plus actif dans la nomination des administrateurs.»	3,0 %	97,0 %
7. Proposition n° 5 – «Il est proposé que la Banque CIBC remplace le régime d'options d'achat d'actions pour les dirigeants par un régime d'octroi d'actions à négociation restreinte devant être détenues pendant au moins deux ans.»	4,1 %	95,9 %
8. Proposition n° 6 – «Les candidats au poste d'administrateur doivent obtenir un appui d'au moins 75 %.»	1,4 %	98,6 %
9. Proposition n° 7 – «Les administrateurs qui changent d'occupation principale doivent démissionner.»	1,5 %	98,5 %

Pour obtenir plus d'information sur le résultat des votes, communiquez avec le Service des relations avec les investisseurs au 416-980-8306.

POUR NOUS JOINDRE :

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone au 416 980-3096, par télécopieur au 416 980-7012 ou par courriel à l'adresse michelle.caturay@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir plus de renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone au 416 980-8306, par télécopieur au 416 980-5028 ou par courriel à l'adresse alison.rampersad@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone au 416 980-4523, par télécopieur au 416 363-5347 ou par courriel à l'adresse emily.pang@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Renseignements en ligne à l'intention des investisseurs : De l'information financière supplémentaire et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultées à l'adresse www.cibc.com; À propos de la CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le deuxième trimestre aura lieu le mercredi 25 mai 2005, à 13 h 00 HAE. Pour la conférence en français, composez le 514 397-8625 ou le numéro sans frais 1 800 564-3880; pour la conférence en anglais, composez le 416 406-4206 à Toronto ou le numéro sans frais 1 866 546-6145 pour le reste de l'Amérique du Nord.

Une retransmission différée de la conférence sera accessible en français et en anglais, à partir de 16 h 30 HAE environ, le 25 mai 2005, jusqu'à minuit le 8 juin 2005. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 1 800 408-3053, numéro de réservation 3152082#, et pour y accéder en anglais, le 1 800 408-3053, numéro de réservation 3152081#.

Webémission audio : Une conférence diffusée en direct sur Internet sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le deuxième trimestre aura lieu le mercredi 25 mai 2005, à 13 h 00 HAE, en français et en anglais. Pour accéder à la conférence sur Internet, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com; À propos de la CIBC. Une version archivée de la conférence sur Internet sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com; À propos de la CIBC.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, www.cibc.com, ne sont pas réputées être intégrées aux présentes par renvoi.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir de nouvelles actions ordinaires de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec le secrétaire général par téléphone au 416 980-3096, ou par télécopieur au 416 980-7012.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT DES ACTIONNAIRES

Dates de souscription	Options de souscription d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en actions
1 ^{er} févr. 2005	68,28 \$	
1 ^{er} mars 2005	69,40 \$	
1 ^{er} avril 2005	73,75 \$	
28 avril 2005		74,05 \$

